

Université catholique de Louvain
ECOLE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

PARTICIPATION ET INTELLIGENCES DES ACTEURS
DANS UN PROJET DE DEVELOPPEMENT

Cas à Toubacouta - Sénégal

par Thibaut de Radiguès de Chennevières

Promoteur : Prof. Ph. DE LEENER
Rapporteur : M. J. OGA UKELO
Lecteur : Prof. P.-J. LAURENT

Mémoire présenté dans le cadre du
Master 120 en Sciences Politiques
Orientation Relations Internationales

Session de septembre 2012

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave. »

Je profite de l'occasion qui m'est donnée pour vivement remercier Monsieur Philippe De Leener tant pour son soutien et ses conseils avisés, qui m'ont aidés à réaliser ce mémoire, que pour les différents cours que j'ai eu la chance de suivre. Ce n'est pas plus ses remises en questions que la qualité humaine du professeur que j'en retiendrai.

Je ne peux pas non plus oublier Géry de Broqueville et René Sibomana qui m'ont permis de réaliser un stage de trois mois au Sénégal et qui m'ont encadrés pendant et après sa réalisation.

Je terminerai par remercier chaleureusement mon parrain, mon père et mon frère Quentin pour le temps qu'ils m'ont très gentiment consacré sans compter.

Table des matières

LISTE DES ABRÉVIATIONS	6
ELÉMENTS DE DÉFINITION.....	7
PROLOGUE. LE REGARD	9
INTRODUCTION. RELATIVISER	10
I. PREMIÈRE PARTIE. L’OBJET, LA PROBLÉMATIQUE	11
I.2. UNE PROBLÉMATIQUE : MONNA LISA	11
I.3. LES QUESTIONS MÈNENT À L’HYPOTHÈSE	12
I.4. TRIPLE DISTANCE	12
II. DEUXIÈME PARTIE. LES LUNETTES, LES RESSOURCES THÉORIQUES	13
II.1. INTRODUCTION : LA PARTICIPATION	13
II.2. DOUBLE REGARD SUR LE DÉVELOPPEMENT	14
II.3. LE TIERS-MONDISME ET LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ	15
II.4. STÉRÉOTYPES ET PRÉJUGÉS	16
II.5. RELIQUATS D’ETHNOCENTRISME	18
II.6. CONTRÔLE ET MANIPULATIONS	20
II.7. PARTICIPER À UN PROJET	22
II.8. CONCLUSION. LEÇONS DE LA THÉORIE	23
III. TROISIÈME PARTIE. LA VUE, LE TERRAIN	24
III.1. DE DAKAR À TOUBACOUTA	24
III.2. ACTION JEUNESSE & ENVIRONNEMENT	25
<i>III.2.1. Les projets de Toubacouta</i>	25
III.3. LA RAP EN MODE « JE PARTICIPE, TU FACILITES »	26
<i>III.3.1. Histoire d’une réflexion</i>	26
<i>III.3.2. Constats et questions</i>	27
<i>III.3.3. La RAP en 9 étapes</i>	28
<i>III.3.3.1. L’identification du groupe</i>	28
<i>III.3.3.2. La négociation</i>	28
<i>III.3.3.3. La collecte de données</i>	28
<i>III.3.3.4. L’identification d’un problème</i>	29
<i>III.3.3.5. L’analyse du problème</i>	29
<i>III.3.3.6. La formulation de l’action</i>	29
<i>III.3.3.7. La restitution</i>	30
<i>III.3.3.8. L’évaluation</i>	30
<i>III.3.3.9. La capitalisation</i>	30
III.4. DE LA MÉTHODE, UNE MÉTHODOLOGIE	30
IV. QUATRIÈME PARTIE. L’OBSERVATION, LES RÉSULTATS DU TERRAIN	31
IV.1. DEUX RAP DANS LE PROJET « CIRCUIT DE L’EAU »	31
<i>IV.1.1. Entrée dans le projet</i>	31
<i>IV.1.2. Une RAP à Néma Bah</i>	32
<i>IV.1.2.1. Questions autour de la participation</i>	32
<i>IV.1.2.2. L’avis de la responsable</i>	33
<i>IV.1.2.3. En fin de comptes</i>	33
<i>IV.1.3. RAP Ndoumboudj</i>	34
<i>IV.1.3.1. La qualité du groupe</i>	34
<i>IV.1.3.2. La qualité de l’animation</i>	34
<i>IV.1.4. Exit du projet</i>	35
IV.2. DEUX RAP HORS-PROJET	36
<i>IV.2.1. La RAP « Avart »</i>	36
<i>IV.2.1.1. L’identification du groupe</i>	36
<i>IV.2.1.2. La négociation</i>	37
<i>IV.2.2. La RAP « Pechsou »</i>	38
<i>IV.2.2.1. L’identification et la négociation du groupe</i>	38
<i>IV.2.2.2. La collecte de données</i>	38
IV.3. CONCLUSION. APPRENTISSAGES PRATIQUES	39

V. CINQUIÈME PARTIE. ANALYSE DES PRISES DE VUES	40
V.1. CONSTATS ET CONTRASTES	41
<i>V.1.1. Le forceps ex-ante</i>	41
<i>V.1.2. Le contrôle de la zone d'incertitude</i>	42
<i>V.1.3. La nature du groupe</i>	43
<i>V.1.4. Etre motivé pour participer</i>	44
V.2. INSTRUMENTALISATIONS ET INTELLIGENCES. LA PELLICULE	45
<i>V.2.1. Introduction. Questions et positions</i>	45
<i>V.2.2. En amont, top – down ou prénatale</i>	46
V.2.2.1. Au Nord	47
V.2.2.2. Au Sud	47
<i>V.2.3. En aval, bottom-up ou post-partum</i>	48
V.2.3.1. Les employés	48
V.2.3.2. Les bénéficiaires	48
V.3. MODÉLISATION. DÉVELOPPEMENT DE LA THÉORIE	49
<i>V.3.1. Les temps du projet</i>	49
<i>V.3.2. La position des acteurs</i>	50
<i>V.3.3. Temps, positions et pressions</i>	51
<i>V.3.4. Renverser la vapeur</i>	52
V.4. VOTRE DERNIER MOT ? QUELQUES LEÇONS	53
VI. CONCLUSIONS. MISE EN PERSPECTIVES	55
VII. ANNEXES.....	57
VII.1. COMPILATION DES 20 QUESTIONNAIRES	58
VII.2. EXTRAITS D'ENTRETIENS	61
<i>VII.2.1. Julienne Kika, Responsable du COP de Toubacouta</i>	61
<i>VII.2.2. Ibrahima Ndiaye, Assistant du COP de Toubacouta</i>	64
<i>VII.2.3. Géry de Broqueville, fondateur et coordinateur de l'asbl Asmae, dynamisateur du réseau RAP international</i>	67
<i>VII.2.4. René Sibomana, secrétaire exécutif de AJE</i>	70
VII.3. RECHERCHES ACTION PARTICIPATIVES « CIRCUIT ET DE L'EAU »,....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
<i>VII.3.1. Néma Bah du 11 au 19 février 2012</i>	Error! Bookmark not defined.
<i>VII.3.2 Ndoumboudj du 25 février au 3 mars 2012</i>	Error! Bookmark not defined.
VII.4. ILLUSTRATIONS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
<i>VII.4.1. La croisée des mondes</i>	Error! Bookmark not defined.
<i>VII.4.2. Croisée de regards</i>	Error! Bookmark not defined.
VIII. BIBLIOGRAPHIE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.1. OUVRAGES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.2. ARTICLES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.3. MÉMOIRES.....	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.4. ENTRETIENS ET CONFÉRENCES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.5. DOCUMENTS OFFICIELS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.6. SYLLABI ET MANUELS	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
VIII.7. RÉFÉRENCES ÉLECTRONIQUES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.

Liste des abréviations

- AEF : Agent des Eaux et Forêts
- AJE : Action Jeunesse & Environnement
- ASC : Association Sportive et Culturelle
- CADL : Comité d'Aide au Développement Local
- COP : Centre Opérationnel
- CR : Communauté Rurale
- CSNU : Conseil de Sécurité des Nations Unies
- DGCD : Direction Générale de la Coopération au Développement
- GRAF : Groupe de Recherche Action-Formation
- OI : Organisation Internationale
- OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement
- ONG : Organisation Non-Gouvernementale
- ONU : Organisation des Nations Unies
- PVD : Pays en Voie de Développement
- RAP : Recherche Action Participative

Eléments de définition

- Acteur

Toute personne qui interagi dans ou autour d'un projet de développement. Que ce soit un employé d'une ONG ou un bénéficiaire. Dans le cas qui nous occupe, les acteurs seront souvent les jeunes bénéficiaires. Ni professionnels, ni notable de village.

- L'Afrique

Sachant pertinemment qu'il existe une multitude d'AfriqueS ou de réalités africaines, je me permets de préciser que, lorsqu'il sera fait mention du continent africain, je parlerai de de l'Afrique de l'Ouest en général, de la Mauritanie au Cameroun vu que les réalités y sont comparables. Mais, en particulier du Sénégal où j'ai réalisé un stage de 13 semaines.

- Bailleur de fonds

Fondation ou organisation publique ou privée qui finance et soutient une ONG de développement ou un projet en particulier.

- Changement

Thème récurrent dans le monde du développement, le changement sous-entend que l'état actuel des choses n'est pas satisfaisant dans le monde en général et dans les pays en voie de développement en particulier. Le changement est le mot clé qui justifie tout projet de développement et toute tentative d'amélioration des conditions de vie des populations du Sud.

- L'échelle locale / le terrain

Dans le cadre de ma recherche, l'échelle locale est la communauté rurale sénégalaise, en l'occurrence celle de Toubacouta qui comprend 52 villages dont la vie tourne autour de l'activité agroforestière, piscicole et agropastorale.

- L'Etat / la politique

Par facilité encore, je n'entrerai pas dans les détails de la ou du politique ni de l'Etat avec une majuscule ou sans. L'un et l'autre évoqueront pour moi le domaine de la gestion de l'Etat et des affaires publiques, qu'elles soient sociales, politiques ou économiques.

- L'instrumentalisation

Une personne qui fait preuve d'instrumentalisation se sert d'un outil pour arriver à des objectifs propres et souvent cachés. L'instrumentalisation permet à différents acteurs travaillants autour d'un projet commun de parvenir à des fins divergentes.

- L'intelligence

L'intelligence mise en œuvre par les acteurs du développement sera plutôt comprise comme les stratégies, comportements et raisons avancées par chacun pour justifier sa collaboration ou son entrée dans un projet. Je ne ferai pas ici la distinction entre les différents types d'intelligences connus, mais supposerai que chaque acteur mobilise toujours au moins un type avant d'entreprendre une action.

- Le monde du développement

Comprend tous les acteurs, des plus officiels aux plus proches de la base, qui travaillent à améliorer les conditions de vie (moyens de subsistances, hygiène, santé, travail, environnement,...) des populations des pays en voie de développement. Le monde du développement est une véritable fourmilière d'hommes, d'organisations, de projets, d'argent, de discussions,... allant de l'ONU aux bénéficiaires avec une multitude d'organisations internationales, de projets bilatéraux et surtout d'ONG représentantes de la « société civile ».

- Occident / Nord

Je comprends par là tous les pays dits « développés » ou industrialisés, des Etats-Unis au Japon en passant par l'Europe. L'idée n'est évidemment pas de stigmatiser ou d'opposer une partie d'un monde à l'autre mais d'être conscient de la différence qui existe entre des sociétés avec leur fonctionnement économique et politique propres. Celles-ci engendrent une différence de mentalité et des systèmes de représentations différents. Le Nord est en outre surreprésenté dans l'instance internationale par excellence au sein du CSNU.

- Paddex

Trépied, flipchart ou paperboard. Soit des feuilles de papier du format A0 sur lesquels les différentes étapes de la Recherche Action Participative sont mises noir sur blanc.

- Partenaire

Pour reprendre la définition en vigueur sur mon terrain de stage, les partenaires sont toutes les personnes et organisations avec qui l'ONG travaille pour la réalisation de ses activités. La catégorie « Les partenaires » comprend donc à la fois les bailleurs de fonds, les services techniques, les autorités administratives, les autorités traditionnelles villageoises et les bénéficiaires.

- La participation

Vaste concept dont l'origine provient pour certains de la naissance de la vie en groupe, de l'époque coloniale pour d'autres et des années 1970 pour les troisièmes (cfr. Partie II.1). En deux mots : participer est le fait de prendre part (activement ou non et volontairement ou non) à une activité. Au sens large, la Participation est une pratique qui veut inclure tous les acteurs du monde du développement et tous les bénéficiaires à la conception, à la réalisation et à l'évaluation de projets de développement.

- Projet / programme de développement

Pour la clarté de l'exposé, la distinction ne sera pas faite ici entre un projet (à plus petite échelle ou à plus court terme) et un programme de développement (qui comprend souvent un panel plus large d'actions). Je préférerai pour cela utiliser le terme « projet » que « programme ».

- Projet *Ex-ante*

Les projets *ex-ante* « = d'avance » programment, planifient et évaluent leurs activités selon un cadre bien précis et des lignes directrices rigides (élaborées en chambre, et non à partir des spécificités locales). Si on leur reproche de trop peu respecter la réalité du terrain et de se soucier d'avantage des résultats quantifiables que du vécu des bénéficiaires, on peut aussi leur reconnaître une certaine efficacité et surtout, de mener des actions cohérentes entre elles en vue d'un objectif clair. En cela, les projets *ex-ante* s'opposent aux projets *ex-post*.

Prologue. Le regard

Arrêtez-vous un instant au contexte dans lequel vous vous apprêtez à lire ce mémoire. Que ce soit le jour, l'heure ou l'endroit où vous êtes, que ce soit consciemment ou non, vous savez pertinemment bien que cela peut influencer votre lecture. C'est le regard avec lequel vous entamez cette lecture qui m'intéresse. Allez-vous juger ce travail en tant qu'épreuve en relations internationales? Peut-être êtes-vous anthropologue ou politologue ou aucun des deux ? Il me semble intéressant d'attirer votre attention sur ces facteurs qui influencent votre lecture.

Pour ma part, je suis simplement un jeune qui a fait sa première expérience en Afrique de l'Ouest. Je sors d'un baccalauréat en sciences politiques et d'un master en relations internationales – à finalité action humanitaire - mais mon stage est plus semblable à une recherche de terrain anthropologique, et plus précisément dans la branche du développement. Je n'ai pas de questionnaire fermé duquel je sors des statistiques, je ne fais aucune analyse globale du contexte du pays dans lequel je me suis immergé et je ne compare jamais mon terrain à un large échantillon d'enquêtes.

C'est plutôt de conversations informelles, de rencontres, de quelques entretiens, d'un seul questionnaire semi-ouvert et de la vie de tous les jours dans une communauté rurale du Sénégal que je tire mes données. C'est donc l'observation participante qui prime ici.

Si vous commencez la lecture de ce mémoire en vous disant : « en voilà encore un qui croit avoir compris quelque chose », vous aurez à moitié raison. Parce que s'il y a bien une chose que j'ai apprise pendant mes trois mois de stage au Sénégal, c'est que nous ne pouvons jamais vraiment comprendre une réalité différente de la nôtre. Vous aurez donc raison sur le fait que je n'ai certainement rien compris puisqu'il n'est pas raisonnablement possible de saisir le monde du développement au Sénégal en si peu de temps. Par contre, j'ai l'avantage d'avoir pris conscience de mon inexpérience. Ce qui donne à ce travail un ton particulier.

Une leçon que j'ai en effet pu tirer est que tout peut toujours être considéré comme vrai, mais une vérité n'est d'abord vraie que dans une seule situation particulière. Et ce, parce que chacun vit dans un environnement qui lui est propre, chacun vit une réalité dans laquelle il émet des jugements de valeurs propres à son expérience, chacun agit raisonnablement face aux événements qui se présentent à lui.

Cette conception relativiste du monde peut paraître extrême. Elle a cependant l'avantage d'avoir une plus grande force d'explication de mon propos. Si, à certains moments, je peux en effet sembler sévère, on ne pourra pas considérer que mon avis ne porte que sur une situation particulière, ni que celle-ci reflète fidèlement la réalité puisqu'elle est passée par mon interprétation : mon filtre mental. Ceci dit, si une vérité peut gagner du crédit grâce à ceux qui la partagent, je tenterai de trouver des indices dans les ouvrages de différents auteurs afin de faire écho à mon expérience.

Introduction. Relativiser

Depuis le milieu du siècle dernier le monde du développement est en constante mutation. Au fil de la guerre froide et surtout depuis la chute du mur de Berlin, les priorités se sont vues recalculées au niveau international. A la fin des années nonante, se sont les objectifs du millénaire qui consacrent une place particulière à la participation. On comprend par là que la population locale doit prendre part à la gestion de la société. Dans le cadre des projets de développement aussi, cette idéologie va faire son chemin et devenir incontournable au début des années 2000. Il est bon maintenant de revenir sur son utilisation et de comprendre à la fois ce qui l'a rendu si célèbre et les travers dans lesquels il a pu tomber.

C'est dans ce contexte général que s'inscrit cette recherche. A la fois pour saisir les apports de la participation sur le terrain du développement et, en même temps, pour tenter de déceler les mécanismes qui la font vivre. L'objectif final étant de pouvoir faire évoluer la réflexion autour de la participation, aussi modestement que possible.

Nous voilà donc sur le pas d'une étude de cas un peu particulière. Imaginez un instant vous promener sur un étroit sentier de haute montagne. Imaginez un chemin au milieu d'un panorama à perte de vue. Deux éléments ressortent à l'horizon, comme s'ils éclairaient notre réflexion en permanence. Ces éléments sont le changement et la participation. Le premier parce qu'il est le moteur du développement en général et le second, parce que c'est la porte par laquelle j'entrerai dans ce monde. Vous l'aurez compris, je vous propose de vous plonger dans un mémoire qui se veut pratique et qui fait particulièrement appel au sens de la vision.

Si j'invite le lecteur à relativiser d'entrée de jeu, c'est parce que cette maigre contribution se base sur un panel d'expériences restreint ainsi que sur des bases théoriques ciblées. Ceci étant dit, il me semble que la force de ce travail ne réside pas seulement dans les sources d'explications, mais surtout dans la proche interaction qui réside entre le terrain et la théorie. Les apports théoriques se basent en outre pour la plupart sur des projets de développement, ce qui donne un ton très pragmatique à ce mémoire, et c'est bien là qu'est sa volonté.

Ce travail s'inscrit dans le cadre général du développement. Celui-ci étant trop large pour l'étudier dans le seul espace d'un mémoire, je m'attarderai plus particulièrement à l'angle de la participation par le biais des projets participatifs de mes auteurs de référence. J'utiliserai plus spécifiquement une méthode participative que j'ai pu expérimenter durant mon stage au Sénégal.

L'idée est donc d'abord de décrire le cadre conceptuel dans lequel la participation se pense et s'expérimente avant de passer à mon étude de cas plus particulièrement. C'est l'ensemble de ces observations, travaux et projets qui vont mener mon analyse à terme. Celle-ci tentera de mettre la théorie, le terrain et mon hypothèse en résonance de manière à détecter ce qui engage les différents acteurs dans un projet participatif, leurs différents intérêts et le résultat de leur confrontation. C'est à partir de cette mise en commun que je tenterai de tirer des leçons, aussi modestes soient-elles.

Aussi, pour gagner du temps et éviter que le lecteur ne soit trop rebuté, mon mémoire ne part pas de zéro. Les grandes lignes de la théorie du développement et des différentes conférences qui l'ont forgée sont donc considérés comme connues.

Pour citer Emile Zola : « Rien ne développe l'intelligence comme les voyages »¹. Alors je vous invite dans le mien.

¹ Citation d'Emile ZOLA, in *Aventures du grand Sidoine et du petit Médéric*

I. Première partie. L'objet, la problématique

Qu'allons-nous traiter ? Qu'allons-nous observer ensemble ? Quel est donc l'objet de la recherche ? Et comment vais-je le traiter ? C'est à ces questions que cette partie va tenter de répondre, afin de cibler au mieux la problématique et l'angle d'attaque choisi pour la traiter. Si cette première partie peut paraître philosophique au premier abord, c'est que j'essaye déjà de prendre de la hauteur par rapport au sujet que je vais vous présenter. Afin d'éviter de vous amener platement un sujet connu et pour y apporter un angle de vue original, je vous propose d'entrer dans l'objet de mon mémoire de manière imagée et critique.

I.2. Une problématique : Monna Lisa

Pour aborder une première fois le sujet de mon mémoire, je voudrais que vous puissiez voir la participation comme la Joconde². Et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord parce que – c'est un fait répandu que – c'est une belle œuvre d'art. Au sujet de la participation aussi, je n'ai jamais ni lu ni entendu quelqu'un dire que ce concept n'est pas beau ou bon ou encore bien. J'y reviendrai plus tard. Mais les questions à se poser me semblent-il sont les suivantes : pour qui est-elle vraiment une belle œuvre ? A quel regard s'offre-t-elle ? Qui ose y déceler et, exprimer des défauts ? etc.

Ensuite parce que, à l'image de la Joconde, la Participation semble nous regarder où qu'on se situe dans le monde (par métaphore de la pièce dans laquelle le tableau est exposé). La Participation est partout, sous une multitude formes, dans les moindres recoins de l'action collective ! On ne peut se défaire de son regard, elle nous voit à travers nos systèmes démocratiques vacillants et nos organisations hiérarchisées. Bref, où qu'on soit, son sourire nous éclaire.

Enfin, la Participation et la Joconde font, toutes deux mais chacune dans son domaine, partie d'une grande collection d'œuvres d'art d'un beau musée. Ce qu'il me paraît intéressant à souligner c'est leur primauté sur toutes les autres. Il y a bien la Vénus de Milo au Louvre et la Durabilité ou l'Harmonisation dans le monde du développement, mais les deux cas auxquels je m'attarde sont mis sous verre, protégés et mis en valeur. Loin de critiquer cette pratique, je crois qu'il n'est jamais inintéressant de se poser des questions sur ce qui se donne à voir. Pourquoi elle et pas une autre ? Quels sont les intérêts que cela cache ? Qui en tire les bénéfices et qui est floué ? Quels mécanismes sont à l'œuvre derrière cet artifice ?

C'est dans ce flot inépuisable de questions que mon mémoire trouve sa source. Monna Lisa n'est pas une problématique en soi, mais toutes les questions qui se posent autour ont tout leur sens. Concernant la participation, il s'agit de déceler les acteurs qui tirent les bénéfices de son utilisation, de pointer d'où elle vient et la place qu'elle prend dans le monde du développement.

Car, si il est clair qu'une aide substantielle doit être donnée aux pays en voie de développement, il est – à mon sens – pas inintéressant de s'attarder au fonctionnement de ce monde, à ses rouages à ses zones d'ombre et à ses bénéfices. C'est dans ce cadre que s'inscrivent mes questions et ma réflexion, suite à une expérience sur le terrain sénégalais.

² Portrait de Monna Lisa peint par Léonard de Vinci au début du XVIe siècle

I.3. Les questions mènent à l'hypothèse

En ce qui concerne la Participation, je l'appréhenderai principalement par l'entrée de la Recherche Action Participative³. Cette méthode m'a en effet permis de mieux saisir le concept aux usages multiples et m'aide à mettre une pratique sur un concept qui peut paraître flou. Les questions qui vont me guider tout au long de la rédaction sont nombreuses, mais je commencerai par celles-ci : Quels intérêts, rôles et enjeux fait émerger la méthode dans les villages qu'elle touche ? Pourquoi (causes), Pour quoi (buts) les gens participent ? Comment et quand la RAP peut-elle être instrumentalisée ? Comment les différents acteurs se retrouvent derrière son utilisation ? etc.

Vous l'aurez aisément compris : la force de ce mémoire réside dans les questions qu'il pose ouvertement ou implicitement tout au long de ses pages. Je m'appuierai pour ce faire sur des facteurs sensoriels pour montrer et faire sentir au lecteur ce qui m'a été donné de vivre.

L'hypothèse sur laquelle repose mon travail est la suivante :

Si les différentes parties prenantes entrent dans un projet à visée participative, chacun mobilise des stratégies propres afin de répondre à des intérêts particuliers.

Les balises sont donc posées. D'abord celle de rentrer dans les entrailles d'un projet de type participatif en particulier. Ensuite viendra le temps de confronter les apports théoriques à mes observations pour comprendre comment chaque catégorie d'acteurs se retrouve dans le jeu participatif.

I.4. Triple distance

Une précision importante reste encore à apporter. Etant engagé depuis plusieurs années en tant que volontaire dans l'asbl Asmae, j'ai facilement pu partir en stage chez son partenaire sénégalais. Je tenterai cependant de toujours garder une distance critique dans mon travail. Que ce soit par rapport à cette asbl ou à mon ONG d'accueil. Dans l'intérêt de ma recherche, je n'hésiterai pas à remettre le travail de mes collègues en questions. Je serai donc le plus impartial et critique possible, au service de mon mémoire et de la méthode que j'espère pouvoir faire grandir, et ce, même en après avoir vécu près de trois mois avec mes deux collègues.

Concernant les apports théoriques, on pourra facilement critiquer les choix que j'ai pu faire. C'est pourquoi il me semble important de préciser que je reste indépendant de mon promoteur et des articles qu'il a pu publier dans certains ouvrages. Si j'ai opté pour des auteurs que je connais c'est d'abord pour l'intérêt de leurs recherches et leur adéquation avec le sujet qui me préoccupe.

Enfin, si j'ai pu vivre une expérience particulière dans une région rurale du Sénégal, je reste entièrement conscient que les leçons que j'en tire ne s'appliquent qu'à cette situation particulière et pas à l'Afrique toute entière. C'est pourquoi je préfère rassurer le lecteur sur la modeste portée scientifique que ce travail peut renfermer.

³ Cfr partie III.3, p. 26

II. Deuxième partie. Les lunettes, les ressources théoriques

Maintenant que nous avons vu de quoi il s'agit dans ce travail, voici l'angle théorique par lequel je tenterai d'approcher l'objet. La méthodologie que je vais essayer de mettre en œuvre est la Recherche Action Participative, qui elle-même découle de la philosophie de la participation. Un bref détour théorique me semble à cet effet utile pour que le lecteur puisse comprendre toute la portée des analyses.

En ce qui concerne la participation, j'en parlerai ici que très rapidement, c'est parce qu'elle transparaît en filigranes dans les différentes parties de ces apports théoriques. Je détaillerai un peu plus l'histoire et l'idée de la RAP de sorte que chaque étape puisse être intégrée par chaque lecteur qui ne s'y serait pas encore mouillé.

Même s'il est indispensable d'y passer un minimum, je ne m'étendrai ni sur une panoplie de lectures scientifiques, ni sur la définition exhaustive de concepts. Je vais essayer de cibler au maximum les considérations théoriques afin que le lecteur et moi puissions nous rencontrer dans un même cadre de compréhension.

II.1. Introduction : la participation

En anthropologie et en ethnologie plus particulièrement, c'est dans la période de l'entre-deux guerre que la vision évolutionniste du développement a été abandonnée au profit d'un relativisme culturel. C'est à cette époque qu'il a été considéré que chaque culture avait intrinsèquement sa valeur propre et sa « spécificité irréductible »⁴. Il était dès lors logique que chacune pouvait être étudiée séparément. Et ceci s'est vu greffé de l'idée selon laquelle chaque société « traditionnelle » pouvait aussi avoir son propre modèle de rationalité ; ce qui était impensable pour la plupart jusque-là. Une perspective s'ouvrait donc enfin ailleurs que dans l'ethnocentrisme. Malheureusement, comme nous allons le voir, des substrats de cette idéologie traînent encore dans les nouveaux modes de développement.

La participation se trouve au cœur des mécanismes contemporains d'organisation de notre vivre-ensemble. L'Etat reconnaît l'importance du marché et de la société civile qui semblent être passés d'une structure pyramidale à une approche en termes de réseaux. Les projets de développement insistent sur le « développement avec » les populations concernées. Et la coopération internationale tend, elle aussi, à prendre la forme de partenariat. C'est dans ce nouvel ordre mondial que le développement se décline autour de l'idée de participation de tous pour éviter de nouveaux impérialismes.

La participation est donc devenue un bon moyen pour chercher des financements vu qu'elle s'est transformée en slogan politique attractif. Elle permet aussi au secteur privé de devenir directement acteur dans le business du développement dans lequel le « public » tend à s'effacer au profit d'une gestion privée de l'organisation de la société. La notion de participation se réfère donc non seulement à un moyen pour obtenir un appui international mais aussi à un moyen pour asseoir une légitimité populaire.

Malheureusement, de tels mécanismes de participation reposent la plupart du temps sur un modèle occidental ne s'inspirant que très peu des modèles autochtones qui pourtant fonctionnent déjà. Dans une telle vision, le rôle de la société civile apparaît comme cruciale dans la mise en œuvre de la participation. Or, cette dernière est loin de constituer une catégorie homogène. Elle n'inclut pas non plus les structures politiques, sociales, économiques et juridiques plus traditionnelles trop méconnues des occidentaux. Les beaux discours cachent donc souvent une réalité toute autre que les populations locales tentent de s'approprier.

⁴ J.-P. OLIVIER DE SARDAN, Anthropologie et développement, p. 28

II.2. Double regard sur le développement

La notion naît en 1949 lors du discours d'investiture du Président américain Harry S. Truman qui, sous la requête d'un certain fonctionnaire, suggéra un quatrième point fort de son mandat, qu'était l'aide technique aux pays défavorisés. Et si, au lendemain du-dit discours, personne ne pouvait l'expliquer, il se fait que l'ère du développement avait vu le jour. Ce que nous pouvons y remarquer c'est que le président reste très vague, ne prend aucun engagement et ne parle qu'en termes non-quantifiables. « Pourtant, ce texte (...) innove sur le plan conceptuel et propose une nouvelle manière de concevoir les relations internationales »⁵.

Avec ce concept vient aussi l'idée désormais incontournable de sous-développement. Et notez bien qu'il s'agit là d'une invention purement occidentale. Le développement est donc désormais présenté « comme un phénomène intransitif qui, tout simplement, « se produit », sans qu'on puisse rien n'y changer »⁶.

C'est donc encore une fois de manière purement conceptuelle que le Nord a intégré le Sud dans son propre mode de fonctionnement et son paradigme personnel. Mais plus encore que cela, les anciens colonisateurs s'affranchissent de leurs fautes puisqu'ils se retrouvent parachutés en une position de « bon » développés qui vont aider ceux qui sont (pour toujours ?) en voie de développement.

Cette théorie a tout intérêt à être remise en cause pour apprécier chaque culture à sa juste valeur. Micheal Singleton en parle de manière très imagée : « même le ver de terre a tout ce qu'il lui faut pour survivre, alors comment peut-on prétendre apporter le développement à un autre homme ? »⁷. Pourtant, elle ne sera que très rarement critiquée. Dès qu'il s'est imposé comme projet collectif de l'évolution de l'humanité, « l'interrogation sur le « développement » deviendra impossible »⁸.

Au Sud, au cœur du « culte » pour le développement se trouve un réel souci pratique. Le développement permet d'abord de « gagner des projets » auprès de la « coopération » du pays pour en sortir des outils ou de réels apports concrets. Le projet du groupe a donc pour but d'améliorer la condition des individus. Mais on ne se développe pas sans passer par un collectif rassemblant tous les groupes du village.

Prenons pour exemple l'analyse sémantique du concept de « développement » dans le village de Kulkinka au Burkina Faso proposée par Pierre-Joseph Laurent.

1. Le développement est une notion qui semble dotée d'un pouvoir surnaturel : elle fait fi de tous les présupposés qui n'étaient jamais remis en cause auparavant ; on s'y convertit comme à n'importe qu'elle autre religion mais surtout, cette notion déjoue la crainte du pouvoir coutumier et protège des mauvais sorts.
2. « La recherche à tout prix du développement se traduit par l'espoir d'accéder à la consommation de biens matériels »⁹. En ce compris non pas des biens de première nécessité mais bien des outils ou des appareils électroniques.
3. Le « contrat d'entente » est un préalable nécessaire pour garantir à chacun de ne pas se faire exclure de la communauté villageoise sous prétexte de travailler au développement. L'accord commun fait donc en sorte que chacun s'y sente investi sans trop de risque.
4. Le développement renvoie à un vécu d'une expérience lointaine ; ce sont les jeunes revenus de la migration qui gardent jalousement ce secret pour garder leur contrôle de

⁵ G. RIST, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, p.133

⁶ *Idem.*, p. 134

⁷ M. SINGLETON, présentation au cours d'aspects sociaux du développement, Louvain-La-Neuve, 04/11/2010

⁸ G. RIST, *Op cit.*, p. 141

⁹ P.-J. LAURENT, *Une association de développement en pays mossi*, p. 206

la zone d'incertitude et donc leur pouvoir sur tous les autres qui leur font confiance. C'est donc la jeunesse qui usurpe l'ancien rôle des sages du village.

5. Cette notion renvoie pour finir à un savoir-faire plutôt qu'à un savoir-être puisqu'il s'agit surtout d'améliorer les conditions de vie ou de travail. Sur le reste, le transfert de connaissance reste souvent très flou.

Il apparaît donc que le « développement », en tous les cas dans un certain village, peut facilement être vécu comme une révolution si pas une contestation de l'ordre ancien. Cependant, il permet de lier le village et garde une place pour le rite. Le développement n'est pas encore totalement dépourvu d'aspects magiques ou religieux, contrairement à ce que nous vivons dans nos pays occidentaux.

II.3. Le tiers-mondisme et la lutte contre la pauvreté

Avec le temps, les esprits ont évolué. Les développeurs ont voulu non seulement améliorer le sort des pays considérés comme « sous-développés » mais aussi et surtout agir sur les causes de leur sous-développement. Dans les années septante, en effet, poussés par la révolution culturelle chinoise et les lendemains de Mai 68 en Europe, le mouvement écologiste s'est lentement mis en marche, accompagné par une large population prenant l'intérêt de l'humain en considération et dénonçant les gains de l'occident dans les pays du Sud. En un mot : le doute s'est installé dans les sociétés industrialisées.

C'est dans ce contexte incertain que le tiers-mondisme prend racine et s'installe en adoptant une place de choix au sein des Nations Unies. Profitant de cette organisation reconnue comme légitime, le « groupe des 77 » va tenter de percer dans l'ordre économique mondial afin de rétablir l'équilibre. Il essaye aussi de rétablir l'égalité des échanges de sorte à ce que l'économie colle un petit peu plus aux réalités sociales du monde. Malheureusement, et Gilbert Rist le montre bien, même auprès de l'ONU, certaines grosses erreurs peuvent être soulevées. Il semblerait même que les pays du Sud aient participé au renforcement de l'ancien ordre économique mondial en promouvant la croissance économique, en favorisant la croissance du commerce international et en insistant sur l'augmentation de l'aide aux pays du Sud. Les Etats en voie de développement semblent être rentrés dans la logique occidentale de « rattraper le retard ».

C'est à Bandoeng en 1955 que certaines déclarations ont pu marquer les esprits comme l'idée d' « une amélioration des termes de l'échange grâce à des prix « justes et équitables » et (...) une participation « plus effective » des pays du Sud aux décisions de la Banque Mondiale et du FMI »¹⁰. Preuve que les pays du tiers-monde sont bien rentrés dans la logique occidentales, mais qu'ils ne perdent pas nécessairement le Nord.

Quelques décennies plus tard, une nouvelle voie s'est ouverte. Moins ambitieuse, sans doute, mais certainement moins prétentieuse, aussi. Après avoir prétendu apporter la bonne nouvelle économique aux pays les plus pauvres, les plus réalistes ont ouvert, dans la fin des années nonante, le chapitre de la lutte contre la pauvreté. Avec l'apparition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), aussi, le but a été de recentrer l'aide sur des objectifs plus précis et de par là, (re)trouver un consensus global. De fait, personne n'a osé lever la voix contre une déclaration, très large certes, mais munie d'une force de persuasion rarement observée auparavant au sein de la communauté internationale. Le texte prévoit entre autres de réduire de moitié l'extrême pauvreté en 15 ans.

¹⁰ G. RIST, *Op cit.*, p. 262

Cependant, de l'idylle des beaux discours, il faut parfois savoir redescendre sur terre. Si personne ne les a contestés, à l'approche de l'échéance, peu de personnes prétendent y avoir cru.

Seulement très peu de voix ont osé dénoncer le dualisme logique qui veut que la source de la pauvreté soit (du moins en grande partie) la richesse. Un proverbe Tswana résume la pensée de Gilbert Rist dans ce sens : « là où il n'y a pas de richesse, il n'y a pas non plus de pauvreté »¹¹.

La notion même de « pauvre » est loin de couvrir une réalité exhaustive. Si selon les Nations Unies, le seuil de pauvreté est de 1\$ par jour et si pour beaucoup d'occidentaux qui voyagent en Afrique profonde, la population locale « n'a rien », force est de constater que les standards de richesse sont loin d'être les mêmes pour chaque être humain. En effet, bien que notre richesse occidentale puisse se compter par le nombre de zéros sur un compte en banque ou par le nombre de mètres carré de notre habitation, dans une large majorité des pays africains, les gens sont riches lorsqu'ils ont la possibilité de faire appel à un large éventail de personnes en cas de difficulté ou lorsqu'ils ont la reconnaissance d'un rôle traditionnel dans le village.

II.4. Stéréotypes et préjugés

Il nous semble ici éclairant de relever cinq grands stéréotypes qui nous permettront de comprendre certains de nos préjugés actuels. L'intérêt de pointer ces stéréotypes récurrents est double. Cela nous permet de mieux comprendre et interpréter comment les agents du développement peuvent biaiser leurs analyses mais surtout de pouvoir analyser, par la suite, comment les comportements sont biaisés et trouver des pistes pour y contrevenir. Cette illustration de l'état d'esprit occidental nous est proposée par Jean- Pierre Oliver de Sardan.

1. Un premier stéréotype est énoncé comme la particularité du continent africain à vivre en collectivité et en communauté. Il ne vous sera guère difficile de vous imaginer un village travaillant collectivement aux champs ou veillant ensemble sur le bétail. Personne ne vous le reprochera vu que cette idée a largement été véhiculée non seulement par les politiques mais aussi et surtout par les érudits européens ET africains. Seulement il est important de noter que cette « mystification » date des premiers colonialismes ! Elle s'est répandue comme une traînée de poudre dans toutes les classes de scientifiques et politiques jusque dans la tête même des populations locales.

« Or la réalité est toute autre (...) Trompe l'œil ou coquille vide, la coopérative villageoise ou le groupement de paysan sont rarement l'expression d'un consensus égalitaire »¹². Cette belle image d'une Afrique unie sous les auspices du Groupe, qui arrangeaient aussi bien les coloniaux (pour un souci de facilité à communiquer) que les commerciaux (par souci économiques) masque en réalité une série de contradictions. En effet, « la plupart des sociétés rurales africaines étaient déjà à la veille de la colonisation à la fois fortement hiérarchisées (...) et fortement individualisées »¹³.

2. Le contraire de ce premier stéréotype constitue le deuxième. À force de vouloir désapprouver le fait que l'agriculture se pense dans les pays du Sud comme une collectivisation, mène facilement à son antithèse. Cette antithèse est aussi à rejeter par son radicalisme.

Le paysan africain ne peut en effet pas non plus être considéré comme un entrepreneur individuel puisqu'il s'insère dans un contexte plus large que la simple motivation de faire du

¹¹ G. RIST, *Op cit.*, p.402

¹² J.-P. OLIVIER DE SARDAN, *Op cit.*, p. 61

¹³ *Idem.*, p. 62

profit dans son coin. Loin d'appartenir au monde du marché occidental, il est erroné de décrire le paysan comme un investisseur privé.

Cette analyse est biaisée dès ses fondements, car à force de vouloir regarder le Sud avec les lunettes du Nord, on a fini par oublier que même au Nord, tout n'est pas non plus axé sur des logiques marchandes, de concurrence et de profit. Si en Europe et aux États-Unis, on remarque une grande importance des relations personnelles, du clientélisme ou de la corruption, cela ne peut être totalement absent en Afrique. L'agriculture comme la plupart des secteurs ne peut donc ni être défini comme parfaitement communautaire ni comme purement individuel en Afrique comme partout ailleurs dans le monde.

3. Le troisième stéréotype est peut-être le plus connu. Il s'agit de considérer tout ce qui ne ressemble pas de près à des pratiques occidentales en Afrique comme l'action de la tradition. Tout qui travaille dans le monde du développement ou qui fréquente des expatriés a en effet déjà entendu des allusions expliquant le « retard » économique du continent par la superstition ou les coutumes.

Or il est bien connu de ceux qui s'y sont intéressés de plus près que l'innovation et l'adaptation sont présentes dans les sociétés rurales depuis longtemps avant la colonisation. Un exemple peut être tiré des conclusions d'une vaste enquête réalisée sur des personnes qui ont entrepris une activité économique au Burkina Faso : « la principale caractéristique de ces hommes est de chercher sans cesse à progresser, de ne pas se contenter de leur situation actuelle »¹⁴.

4. L'avant-dernier stéréotype retourne à la vision du « pauvre petit africain » selon laquelle s'il vit une telle misère c'est qu'il est soumis au joug du pouvoir et bouffé à tout va par le système de marché mondialisé.

Cependant, il est apparu avec le temps et l'observation que si justement ces individus étaient bien à l'écart du système économique international c'est surtout que eux se mettent volontairement en marge. Lors de la colonisation (et même plus tard) ce sont bien les populations locales qui ont parfois accepté et souvent refusé les cultures d'exportation de masse à l'encontre des injonctions occidentales. Si « les petits africains » est maintenant comme il est, parfois considéré comme victime ou passif vis à vis de ce qu'il vit, il en demeure pas moins que c'est lui le premier qui a réussi le tour de force de résister à « l'envahisseur », à s'adapter, à improviser et à faire preuve d'un esprit d'initiative.

5. Enfin, le dernier stéréotype prend de nouveau le contre-pied du précédent en avançant l'idée selon laquelle « les paysans se refuseraient à rentrer dans l'économie moderne et se réfugierait dans l'autosubsistance et les solidarités anciennes »¹⁵. La thèse de ce courant de pensée est de dire que malgré les efforts du capitalisme à dominer la paysannerie, celle-ci résiste plutôt bien. Nous pouvons cependant constater que le paysan n'est ni victorieux ni vaincu mais participe d'un système global à leur manière.

¹⁴ P.-J. LAURENT, *Décentralisation et citoyenneté au Burkina Faso*, p. 123

¹⁵ J.-P. OLIVIER DE SARDAN, *Op cit.*, p. 67

II.5. Reliquats d'ethnocentrisme

Force est de constater que le terme « développement » est déjà utilisé actuellement à tort et à travers par tous les acteurs internationaux qui peuvent y gagner à jouer cette carte. Gilbert Rist occupe ici une place de choix afin de recadrer la réflexion dès ses prémices autour d'un terme galvaudé. Il est en effet fort à parier que le développement soit dès l'origine de sa « religion » utilisé à des fins politiques et économiques et peut-être même créé, dans une vision négative par l'occident pour l'occident sous un camouflage altruiste.

Un premier exemple de cette démonstration peut se trouver dans la définition que fait le Programme des Nations Unies pour le Développement lorsqu'il définit qu'un des objectifs principaux du développement humain est de « rendre le développement plus démocratique ». La phrase peut bien sonner et peut susciter l'engouement au Nord mais nous concevons difficilement que des populations d'Afrique de l'Ouest par exemple se sentent portées par un désir de démocratisation, eux qui ont vécu des siècles entiers dans un système propre sans jamais se poser la question de savoir si leur développement était « démocratique ». « A travers des projets de développement apparemment innocents, ils (*les développeurs*) poursuivent des objectifs ethnocentriques (...). A ce titre, tout projet de développement est avant tout un combat culturel »¹⁶.

Dans le cadre des projets de développement, cette question des relations sociales et politiques repose sur plus d'une incompréhension. Chacun entre en effet souvent dans un projet en supposant que les concepts qu'il a toujours appris sont encore valables dans la situation dans laquelle il se retrouve. « Le développeur pense que le point de vue qu'il défend est le point de vue des choses, (...) et, de ce fait, a un caractère objectif (...). C'est pourquoi toute résistance à l'assimilation des messages qu'il véhicule est interprétée comme le signe d'une indigence intellectuelle »¹⁷. Or, il s'avère justement que ce sont ces préjugés qui peuvent fausser la relation qui se construit entre « les développeurs » et la population locale. « Le chercheur « classique » se dit soucieux d'objectivité. En fait, cette objectivité est plus illusoire que réelle »¹⁸. Prenons un exemple tiré de l'expérience CHODAK réalisée dans le quartier de Grand Yoff à Dakar entre 1975 et 1982.

Une des premières leçons tirées par l'auteur de l'expérience CHODAK est la suivante : « Classiquement dans le milieu animateur, (...), on pense que le recours aux structures administratives ou sociales ne se justifie que pour des raisons d'opportunités (...). Les animateurs appréhendent mal l'efficacité potentielle des structures existantes et sous-évaluent certains des aspects de la réalité du fonctionnement social »¹⁹.

Ce premier constat est renforcé par un biais au moins aussi important qui caractérise généralement le monde du développement et, a fortiori lorsqu'il est importé du Nord : la focalisation sur la démocratisation des institutions en général et du fonctionnement de la société en particulier. « Ces institutions (...) fonctionnent selon un système inégalitaire et hiérarchique inacceptable pour des praticiens de l'animation (...). Ces mêmes animateurs estiment donc qu'ils doivent chercher avant tout à soutenir les plus pauvres, à les aider à bouleverser l'ordre établi et instituer un système social qui fonctionne sur une base égalitaire »²⁰. Il s'avère a posteriori que c'est une grossière erreur. Les exemples ne manquent pas pour le prouver.

Sur le terrain sénégalais en effet, le monde tourne de manière toute autre que celui que nous connaissons en Europe. Qu'il n'en déplaise à notre regard borné sur la démocratie, la

¹⁶ E. SEYNI NDIONE, *L'économie urbaine en Afrique. Le don et le recours*, p.176

¹⁷ *Idem*, pp.21-22

¹⁸ *Idem*, pp.24-25

¹⁹ E. SEYNI NDIONE, *Dakar une société en grappe*, p.169

²⁰ *Idem*, pp.169 - 170

justice ou l'égalité des chances, au Sénégal, le système de relations quoique inégalitaires, fonctionne à sa manière depuis la nuit des temps et permet une régulation naturelle des groupes et de la société. « En effet, malgré nos tentatives insistantes, les structures que nous avons suscitées (...), ne fonctionnent guère conformément à l'organigramme et à la réglementation proposés par CHODAK (...). Finalement (...), notre présence n'a rien changé et (...) les groupes continuent de fonctionner selon leur code propre à la grande satisfaction de tous les membres »²¹. Il est difficile de mieux le formuler.

Dans le cas de CHODAK, pour éviter de travailler avec les notables et les « structures sociales préexistantes », et ce, afin d'éviter le système qui favorise toujours les mêmes, le programme a malgré lui, créé une nouvelle catégorie de notables en marge de ce système. En fin de compte, si la volonté était de détourner le système pyramidale dirigé par les notables, le programme aura participé à le reproduire. « Nous avons choisi donc de fonctionner avec une certaine population, celle notamment qui, selon nous, perd constamment dans le jeu (...). Grâce à CHODAK, ils sont donc devenu de nouveaux notables (...) en oubliant le rôle que ces anciens jouent dans l'intégration des individus dans les quartiers »²². Emmanuel Seyni Ndione le résume en ces termes : « Si l'on fonde notre action sur des groupes artificiels, on aboutit à isoler les personnes, on les dissocie de leur groupe porteur, ce qui va à l'encontre de notre objectif de départ »²³ (qui était de renforcer les plus faibles).

Ce qui ressort de ceci, c'est l'intérêt de bien connaître le « terreau social »²⁴ dans lequel s'inscrit une initiative pour tenter d'y adhérer au mieux et de rendre l'action la plus productive possible. « Nous comprenons que (...) l'échec de nombreux projets provient de ce que l'encadrement ne prend pas en compte la façon dont la population perçoit une situation et entend l'améliorer »²⁵.

Le changement ne vient sans doute pas de la manière dont on le souhaiterait, mais ce n'est pas une raison suffisante pour croire qu'il n'opère pas du tout. « La réussite des projets passe nécessairement par la prise en charge des coûts de la socialité »²⁶.

En outre, comme nous venons de le voir, et pour prendre distance avec l'ethnocentrisme qui baigne au fond de nous, « il importe de tempérer nos ambitions, de reconnaître notre impuissance à tout comprendre et de rompre avec la tendance à universaliser les concepts que l'expérience nous amène à créer »²⁷. De beaux principes sans doute plus faciles à écrire qu'à vivre sur le terrain. Il n'empêche qu'il y a là sans doute des pistes à toujours plus creuser pour rendre le développement encore plus efficace.

²¹ E. SEYNI NDIONE, *Dakar une société en grappe*, p.171

²² *Idem*, pp.173-174

²³ E. SEYNI NDIONE, *L'économie urbaine en Afrique. Le don et le recours*, p.20

²⁴ Groupes socialement constitués avant l'arrivée du projet

²⁵ E. SEYNI NDIONE, *Op cit.*, p.19

²⁶ *Idem*, p.99

²⁷ *Idem*, p.176

II.6. Contrôle et manipulations

Ce point a pour volonté de relever ce que les différents acteurs veulent ou peuvent mobiliser pour s'affranchir des autres, les manipuler ou garder leur autonomie dans un programme de développement. « Chacun cherche à inscrire les autres dans sa propre trajectoire et à contourner les règles qui prétendent organiser les relations entre les acteurs »²⁸. Et il est clair que chacun tente toujours arriver à ses intérêts, la confrontation de ces différents peuvent parfois mener à des incompréhensions, voir à des conflits. Voici des exemples vécus dans l'expérience CHODAK de Emmanuel Ndione.

Comme il le dit lui-même : « en maintenant une zone d'ombre sur leur pratique réelle, ils (*les groupes*) entraînent l'imprévisibilité de leur comportement et donc ils nous empêchent de les contrôler »²⁹. C'est pourquoi il semble dorénavant logique de s'intégrer au plus près des objectifs spécifiques des groupes et de les négocier dans les phases préliminaires du projet afin d'éviter les tensions et d'aller ouvertement ensembles dans la même direction.

En outre, l'animateur « découvre qu'il n'est plus le maître principal du jeu mais qu'il est lui-même un enjeu dans les rapports de pouvoir qui traversent les groupes sociaux (...). Les partenaires continuent à évoluer dans d'autres univers sociaux que (...), nous ignorons. De ce fait, ils détiennent une autre source d'incertitude qui constitue un élément charnière dans leur stratégie »³⁰. Loin de maîtriser toutes les données du contexte dans lequel il émerge, l'animateur a plutôt intérêt à assumer son ignorance et à travailler au même niveau que les bénéficiaires de son projet.

En fait, s'il est clair que l'ONG de développement détient souvent les rennes du budget et des financeurs, le projet repose souvent sur la capacité de mettre les différents acteurs en valeur. L'erreur viendrait sans doute de croire que l'argent suffit à lui seul pour intéresser les populations. S'il peut certainement se montrer comme un facteur important d'engagement dans le projet, il serait trop facile de réduire la participation des groupes cibles à ce simple élément.

Pour le dire en d'autres termes : « les acteurs sociaux définissent leur stratégie en rapport avec cette source d'incertitude si vitale pour nous : participer ou non (...). Etant peu informé sur la vie réelle des gens et des groupes (...) nous sommes dans l'incapacité de maîtriser notre environnement.(...) nous contrôlons une zone d'incertitude que sont nos moyens matériels »³¹.

On s'aperçoit en fin de compte que les solutions techniques qui avaient été choisies pour résoudre les problèmes du quartier étaient en réalité celles qui permettaient à l'ONG de maintenir son capital symbolique dans le projet. En effet, puisqu'elle y avait le contrôle de la technique, c'était d'elle que dépendait le projet avant qu'un quartier ne s'organise et ne se conscientise.

« À l'évidence, la notion de développement fait référence à des contenus différents selon qu'on est offreur d'aide ou bénéficiaire »³². Il faut pouvoir se rendre à l'évidence. Un agent de développement, afin de prodiguer la meilleure aide possible se trouve dans l'obligation de répondre à une série de critères. Des termes comme « participation », « durabilité » ou « gestion des terroirs » sont des exemples de langage propre aux développeurs, qu'eux seuls comprennent mais qui visent le bien-être de ceux qui ne le comprennent pas.

²⁸ E. SEYNI NDIONE, *Op cit.*, p.22

²⁹ E. SEYNI NDIONE, *Dakar une société en grappe*, p.171

³⁰ *Idem*, p.172

³¹ *Idem*, pp.172-173

³² P.-J. LAURENT, *Op cit.*, p. 207

Du côté des développés, il n'y a pas d'autre choix que de jouer avec les termes du développeurs de sorte d'en tirer le meilleur profit possible. Dans les mots de Singleton : « proposer un projet c'est toujours imposer, qu'on le veuille ou non, son choix »³³.

« Nous pensons rendre service en apportant une aide gratuite à une population en réalité « intéressée », qui monnaie sa participation. Nous souhaitons des discussions égalitaires entre les membres du groupement alors que les processus de décision sont hiérarchiques (...). De même nous découvrons la dimension stratégique du projet. Celui-là n'est pas d'abord perçu comme une aide à la population mais comme une dette vis-à-vis de la population : c'est le projet qui doit donner quelque chose en échange de « l'aide » que lui apporte la population en acceptant de participer aux activités du projet »³⁴.

Le bilan final de l'expérience CHODAK est ambivalent. A la fois sans doute comme souvent vécue comme une déception de ne pas être parvenu à atteindre les objectifs spécifiques du projet, ou du moins pas de la manière dont les animateurs le prévoyaient. Et, en même temps, bien des leçons positives peuvent aussi en être tirées. Car, si le développement ne fonctionne certes pas comme on s'y attend, tout indique qu'il se produit dans une voie négociée. « CHODAK a été utilisé beaucoup plus comme un moyen d'avoir de l'argent que comme un moyen pour appliquer le développement communautaire. Mais finalement, (...) la réinterprétation de ses objectifs par la population, n'est-il pas une des voies possibles du développement ? »³⁵.

Une telle question résume bien les enjeux de ce programme qui, tout au long de ses actions, est pris dans une double contrainte : soit coller à ses objectifs d'une participation et d'un développement communautaire, soit répondre aux besoins de la population. L'auteur le formule comme suit : « On sent bien combien nous sommes pris entre des exigences contradictoires : appliquer un principe d'organisation qui privilégie (...) une forme particulière de participation, ou bien suivre une demande de la population qui est plus intéressée par une aide financière »³⁶.

Dans ce contexte, les promoteurs locaux tombent rapidement sur leurs pattes et analysent admirablement les règles du jeu. « Les promoteurs, (...), ont fait porter l'essentiel de leur intervention sur la solidarité dans le quartier et les relations de bon voisinage (...). En d'autres termes, ils ont utilisé les arguments qu'ils savaient nous plaire pour nous convaincre »³⁷. Loin d'être soumis aux lois des bailleurs de fonds, les groupes jonglent plutôt avec les objectifs des différents partenaires pour en tirer des profits personnels. « Avant, on disait que c'était l'encadrement qui manipulait les populations. Pour résoudre ce problème, on a demandé à l'animation de « conscientiser les masses ». Si cette même population arrive à manipuler l'encadrement, c'est un début de réussite ! »³⁸. Et voilà le résultat : les notables de quartiers détiennent les rênes du développement local. « Lorsque les dirigeants agissent et conduisent les opérations conformément aux règles coutumières de hiérarchie lignagère et donnent aux notables la place et le rôle qui leur échoient dans le système traditionnel, tout fonctionne convenablement (...). Les notables n'ont aucun intérêt à nous appuyer dans la mesure où l'opération ne confirme pas leur position dans leur terroir social »³⁹.

³³ M. SINGLETON, *Projet et projets*, p. 19 in P.-J. LAURENT, *Op cit.*, p. 208

³⁴ E. SEYNI NDIONE, *L'économie urbaine en Afrique. Le don et le recours*, p.192-193

³⁵ E. SEYNI NDIONE, *Dakar une société en grappe*, p.120

³⁶ *Idem*, p.123

³⁷ *Idem*, pp.128-129

³⁸ *Idem*, p.129

³⁹ *Idem*, p.108

II.7. Participer à un projet

Du point de vue de la participation, tout n'est évidemment pas simple non plus. Ce qui paraît logique au premier abord c'est que les groupes participent en fonction de leur terroir social. « On participe à l'intérieur de son lignage, on participe aussi parce qu'on s'identifie au quartier, parce que ceux qui adhèrent à l'action font partie de son terroir social »⁴⁰. Les gens prennent donc d'abord part à l'action en fonction de leurs voisins, de leurs famille ou des notables auxquels ils s'identifient. Et cela paraît tout naturel dans un contexte incertain ou les relations forment ensembles une sécurité communautaire.

Il semble par contre, que l'entrée dans le projet ne se montre malheureusement pas toujours facile. Si on se réfère à ce que les gens en disent, la pression des autres peut même se révéler quelque fois contraignante, voir même violente. « Il semble aussi qu'un tiers des interrogés ont été contraints de participer. Ils avouent avoir été menacés par les délégués de quartier »⁴¹.

Les conditions de vie des habitants des quartiers ou villages ne permettent en outre pas à tous ceux qui le souhaiterait de participer. D'abord parce que les plus démunis doivent souvent se préoccuper en priorité de gagner un revenu pour nourrir leur famille. Ensuite parce qu'il n'est pas rare que les projets demandent une participation ou une cotisation à chaque participant. Et ce, afin de s'assurer que ces derniers s'y réfèrent bien. Pour le dire autrement : « La bonne volonté des habitants ne garantit pas la participation de tous. (...), le faible pouvoir d'achat des habitants constitue un sérieux obstacle (...) »⁴². Il en résulte que : « La quasi-totalité des adhérents (*de l'opération puisard – CHODAK*) sont propriétaires immobiliers (...) il s'agit de personnes relativement aisées »⁴³.

Le constat est dur à entendre : un projet qui a les plus démunis comme objectif, se retrouve contraint malgré lui de les exclure. Soit parce qu'ils ne font pas partie des terroirs sociaux les plus dynamiques et les plus disponibles. Soit parce qu'ils n'ont pas les moyens matériels de s'offrir le luxe de participer à un programme de développement dans leur quartier. « Nous découvrons que, (...), nous sommes encore très loin de l'objectif de la participation globale »⁴⁴.

⁴⁰ E. SEYNI NDIONE, *Op cit.*, p.101

⁴¹ *Idem*, p.100

⁴² *Idem*, p.107

⁴³ *Idem*, p.99

⁴⁴ *Idem*, p.87

II.8. Conclusion. Leçons de la théorie

Dans le cadre d'un projet de développement, il est intéressant de prendre conscience de l'existence de différents savoirs en présence. Il est en effet évident pour les experts du développement que leurs connaissances peuvent être mis à profit pour les populations rurales. Seulement ces experts considèrent souvent qu'il s'agit d'apporter le savoir en un lieu d'ignorance. Les paysans locaux ont, bien entendu, acquis des savoirs et savoir-faire bien à eux. Donc même dans la mesure où les agents de développement jugent leurs compétences plus appropriées que celles qui sont observées, il est sans aucun doute important de s'attarder un tant soit peu aux compétences déjà en place sur le terrain.

Cette simple enquête peut potentiellement engendrer deux avantages. L'un consistant à mieux connaître le public cible, ses besoins et ses attentes mais aussi de le mettre en confiance vu qu'il peut se rendre compte de l'intérêt qu'il suscite. L'autre avantage qui en découle logiquement est de fournir une aide adaptée et d'autant plus facilement acceptée et intégrée par la population locale.

Il est aussi intéressant à noter que ces savoirs populaires sont en grande partie opérationnels et pragmatiques pour les paysans locaux. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les techniques paysannes se révèlent bien souvent rationnelles pour ceux qui les mettent en œuvre et témoignent d'une valeur même purement économique. Mais les savoirs techniques populaires sont aussi et surtout « des ensembles de sens, qui permettent d'interpréter les pratiques, de les rendre significantes »⁴⁵.

Cependant, contrairement à ce que nous aimerions bien croire, il faut reconnaître que le savoir des populations du Sud ne peut être simplifié à une connaissance unique partagée par tous. Il évolue plutôt en fonction de chaque contexte mais aussi de chaque personne qui le maîtrise. Même s'il est vrai que certaines compétences font partie d'un savoir commun, elles sont le plus souvent spécialisées.

Le contraste entre les savoirs techniques populaires et nos savoirs technico-scientifiques se fait sur plusieurs points. Le premier est sans doute le plus simple à concevoir. « Les savoirs populaires techniques sont localisés, contextualisés, empiriques, là où les savoirs technico-scientifiques sont standardisés, uniformisés, formalisés »⁴⁶. Le deuxième aspect du contraste s'opère par le fait que le savoir scientifique ne s'établit pas via les acteurs sociaux personnellement mais bien par des experts qui l'étudient. Et une troisième opposition fait la différence entre les deux catégories de savoirs : le savoir technico-scientifique occidental, analytique, n'intègre jamais de dimension religieuse en son sein alors qu'il n'est pas rare d'en trouver mêlés dans les savoirs populaires du Sud, plus globaux. Ces différences sont importantes à garder en mémoire.

Ceci dit, nous sommes contraints de constater que le système, quoique écartelé, fonctionne. Les avis sont comme souvent nuancés mais le travail des grandes institutions internationales semble, malgré leur approche occidentale, aider à rapprocher les développeurs des développés : « Le projet n'est plus seulement le lieu de réalisation technique (...), ni même le moyen de « transformer des mentalités », (...). Il est d'abord une occasion pour amener les protagonistes à vérifier leurs hypothèses, à dévoiler leurs intérêts et leurs objectifs et à favoriser l'apprentissage réciproque de la négociation. Il est donc une véritable méthode de recherche, d'action et de formation »⁴⁷. Sur le terrain, donc, le rapprochement se fait.

⁴⁵ J.-P. OLIVIER DE SARDAN, *Op cit.*, p. 145

⁴⁶ *Idem.*, p. 147

⁴⁷ E. SEYNI NDIONE, *L'économie urbaine en Afrique. Le don et le recours*, p.22

III. Troisième partie. La vue, le terrain

La vue peut à la fois signifier le sens de l'observation, dans ce cas, ce qui se donne à voir. Cette première partie est à comprendre comme un tour d'horizon que nous pourrions découvrir ensemble à partir d'un point de vue au sommet d'une montagne. Dans le cadre de mon terrain, depuis le petit village qui m'a accueilli : Soucoutha.

Le cadre du mémoire ne me permet pas de m'étendre dans des descriptions historiques et politiques de la république du Sénégal. L'intérêt scientifique de mon mémoire ne réside en outre pas dans la compréhension du pays dans son ensemble. Il me semble cependant intéressant de brosser rapidement quelques traits caractéristiques du Sénégal avant de brièvement présenter la région dans laquelle j'ai réalisé mon stage et l'ONG qui m'a permis de réaliser mon stage. Ensuite viendra le tour de la méthode au travers de laquelle je suis rentré dans la participation sur le terrain du développement. Comme nous le verrons ensembles, la méthode privilégiée par l'ONG dans laquelle j'ai travaillé est la Recherche Action Participative.

III.1. De Dakar à Toubacouta

Le Sénégal est la troisième économie de l'Afrique de l'Ouest après le Nigeria et la Côte d'Ivoire. Il a une situation géographique avantageuse et une stabilité politique reconnue. Dakar a aussi historiquement hérité d'une place de choix sur la scène internationale. Malgré la quasi-absence du secteur secondaire, le Sénégal fait partie des pays africains les plus industrialisés avec la présence de multinationales (principalement françaises). Son principal partenaire économique étant son ancienne métropole : la France. On remarque aussi la présence de plus en plus importante de la Chine dans les grands chantiers de l'Etat et dans les échanges économiques comme en témoignent les sommets Chine-Afrique.

Le Sénégal est malheureusement très pauvre en ressources naturelles. Même si son principal secteur d'activité est l'agriculture (qui emploie environ 70% de la population), ses principales recettes proviennent de la pêche et du tourisme. L'agriculture majoritairement traditionnelle est en outre très sensible aux aléas climatiques.

D'un point de vue politique et administratif, le Sénégal compte 14 régions, 45 départements, 370 communautés rurales (CR) et plus de 13 500 villages. Malgré cette décentralisation, c'est le président qui concentre toute l'attention et les principales compétences. Chaque instance a aussi des pouvoirs, mais avec un budget très limité. A l'échelon local, c'est le chef du village qui incarne encore l'autorité entourés depuis peu par des comités villageois (ensemble des notables regroupés au sein d'une instance reconnue).

C'est aux deux derniers échelons que je m'intéresse. Et, la CR de Toubacouta et ses 52 villages en particulier. Toubacouta est le chef lieu de l'arrondissement homonyme dans la commune de Sokone comprise dans le département de Foundiougne. Dans la vie de tous les jours, on parle de la sous-préfecture de Toubacouta⁴⁸.

On estime la population de Toubacouta aux environs de 2000 habitants. Première ville dans les mangroves du Delta du Sine Saloum sur la route de la Gambie, elle accueille 3 hôtel et une pléiade de campements pour les touristes (chasseurs et pêcheurs). Un grand nombre de saisonniers français y résident aussi en hiver. La ville comprend un lycée, un collège, une église, une mosquée et toutes les infrastructures vitales d'une ville à l'exception peut-être de la banque.

⁴⁸ Cfr image n°2, Annexe VII.4.2, p.99

III.2. Action Jeunesse & Environnement

L'ONG est organisée de manière pyramidale. La direction⁴⁹ basée à Dakar est au sommet de la petite hiérarchie. Sur le terrain nous retrouvons trois centres opérationnels (COP). L'un à Bène Barak (Pikine - Dakar), l'autre à Thiès et le dernier à Soucoute dans la région de Fatick. Deux employés travaillent à la direction et à Toubacouta⁵⁰ et quatre dans les COP de Bène Barak et de Thiès. La direction comprend le secrétaire exécutif et la chargée de la gestion financière et administrative ; chaque COP comprend au moins un responsable et un assistant. Tous les employés d'AJE sont conseillers à l'insertion professionnelle anciennement appelés des animateurs.

La mission de cette ONG est de soutenir les jeunes dans leurs actions et répondre aux vrais problèmes de la population grâce à une méthode privilégiée : la RAP. Les deux COP urbains se consacrent à l'élargissement et au suivi des atelier-écoles, tandis que le COP de Toubacouta se concentre d'avantage sur des problématiques environnementales et proches des conditions villageoises.

Dans le panorama devant nous, je vous propose de voir AJE comme un arbre. Les bailleurs de fonds en seraient les racines qui puisent les nutriments indispensables à la vie de l'arbre. La direction représenterait le tronc qui fait le lien et redistribue aux COP qui peuvent être vus comme les branches. Les projets enfin sont les fruits de l'arbre qui nourrissent les bénéficiaires. Tout passe donc par un tronc qui centralise et donne corps à l'ONG.

III.2.1. Les projets de Toubacouta

Il y a deux voies principales pour que le COP de Toubacouta suive un projet. Soit il est en contact avec des partenaires locaux qui lui indiquent leurs besoins. Le COP en cible un et envoie la demande à la direction qui émet un avis et cherche des bailleurs de fonds (BF). Soit les projets viennent directement des BF du Nord. La rédaction du projet se fait dans tous les cas par la direction qui descend si nécessaire sur le terrain pour rencontrer les partenaires. C'est ensuite au COP qu'il revient de faire le suivi des activités de chaque projet.

Durant mes trois mois de stage, deux projets principaux ont retenu notre attention. Le premier, financé par Asmae et la DGCD est étiqueté « projet mangroves » et consiste principalement à sensibiliser et à former au reboisement de la mangrove, des arbres fruitiers et du bois de chauffe. Ce projet émane d'une demande de la population locale.

Le second nous intéressera plus particulièrement. C'est le « projet circuit de l'eau ». Il vise à renforcer et à sensibiliser les populations villageoises dans leur usage de l'eau potable. Si je m'y intéresserai plus particulièrement, c'est qu'il repose – au moins en partie - sur des RAP. Ce projet, quant à lui, est issu d'une demande d'une asbl belge. Le projet « circuit de l'eau » cible les villages de Ndoumboudj, Santamba, Néma Bah, Dassilamé Sérère, Médina-Sangako et Soucoute. Six villages dans un rayon de 8km autour de Toubacouta⁵¹.

J'ai donc travaillé et vécu trois mois avec la responsable du centre, son assistant et ces deux projets.

⁴⁹ Sur le terrain, on parle aussi de « coordination », mais je préfère le terme direction d'après ce que j'ai pu observer et vivre.

⁵⁰ La proximité du village de Soucoute avec la ville de Toubacouta explique qu'AJE préfère donner le nom de la sous-préfecture au COP qui a les 52 villages comme champ d'action.

⁵¹ Cfr image n°2, Annexe VII.4.2, p.99

III.3. La RAP en mode « Je participe, tu facilites »

Quand on s'intéresse à la méthodologie « je participe, tu facilites » de la Recherche Action Participative, il est important de faire un détour par l'histoire de sa conception. Celle-ci pose en effet quelques questions qui valent la peine de s'y intéresser. C'est en effet ce type de questions qui permettent de comprendre comment le développement se joue concrètement sur le terrain. Et ceci, avant de brosser rapidement toutes les étapes de la méthode participative afin de poser les jalons de la suite du travail. C'est cette méthode qui nous suivra à partir de maintenant jusqu'à la fin en s'y arrêtant amplement dans l'analyse.

Il est aussi primordial de préciser que je parle bien ici de la méthode « je participe, tu facilites » théorisée par des animateurs africains et belges et ainsi, éviter de confondre avec les nombreuses autres méthodes dont les acronymes sont similaires, mais qui divergent souvent dans les faits. Je n'aborderai pas la MARP, la PIPO ou d'autres Recherches Action Paysannes et Populaires dans ce travail pour me concentrer sur un sujet précis.

III.3.1. Histoire d'une réflexion

« Une nouvelle méthode a vu progressivement le jour en Afrique dans la deuxième moitié des années 80 (...). Et ceci, afin de répondre à la question : comment faire maintenant pour que le peu d'aide que nous avons touché les plus grand nombre de jeunes ? »⁵² Le but étant de permettre aux jeunes africains sans ressources de s'en sortir. C'est donc de là que la RAP est née. Celle-ci se présente comme participative de A à Z et a la prétention de s'étendre sur tous les continents. « Le but de cette méthode est que le groupe local (...) trouve ses propres solutions, à sa hauteur et totalement applicables par lui »⁵³.

L'initiative remonte à 1985 lors d'un Forum organisé à Grand Bassam en Côte d'Ivoire. Ce premier grand forum inter-africains réunissait 75 participants de 14 pays pour réfléchir sur le thème des jeunes de la rue. Suite aux conclusions de ce Forum, ENDA Tiers-Monde sera mandaté pour initier une méthodologie plus appropriée aux réalités et aux cultures africaines. C'est ainsi que dès 1991, un Programme Africain de Formation regroupant une trentaine d'animateurs est mis en place.

La Recherche Action Participative procède de la « recherche-action » qui se définit elle-même comme « le processus qui consiste à recueillir et à analyser l'information sur un problème concret et d'importance dans le but de planifier une action pour faire face à ce problème »⁵⁴. Elle devient « participative » dès lors que ceux qui vivent l'expérience du problème sont ceux-là même qui mènent la recherche, formulent l'action à mener et contribuent au processus de planification, de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation.

L'action qui en découlera sera avant tout le fait et la propriété de l'acteur qu'est le jeune, accompagné par un animateur dans un rôle de « facilitateur ». Elle peut se résumer en trois points capitaux naturels pour être humain : « voir, juger et agir »⁵⁵. Sa mission est celle d'une méthodologie qui conduit au changement soit « rendre les jeunes et plus largement les populations, sujets de leur propre changement et non plus des objets d'intervention »⁵⁶.

Concrètement, « l'association locale rentre en contact avec un groupe et négocie. Cela veut dire que l'association propose de suivre une méthode et d'analyser leur problème afin d'y trouver des solutions pour arriver à déterminer une action. Dans ce cadre, l'association est

⁵² R. SIBOMANA, entretien du 14/04/2010.

⁵³ G. DE BROQUEVILLE, entretien virtuel du 07/04/2010

⁵⁴ G. DE BROQUEVILLE, R. SIBOMANA, Rencontre du 17/01/2012

⁵⁵ Philosophie phare du Cardinal Cardijn

⁵⁶ G. DE BROQUEVILLE, R. SIBOMANA, *Op cit.*

seulement facilitatrice et n'intervient qu'en dernier recours, si et seulement si l'action demande un financement trop important pour que le groupe le mobilise seul »⁵⁷.

Action Jeunesse & Environnement et son partenaire belge Asmae, conquise dès 1993 par la méthode, vont assurer des formations en Recherche Action Participative dans différents pays comme en Egypte, à Djibouti, en Roumanie, au Maroc, au Mali, au Cameroun, à Madagascar, etc. Fortes de cette expérience, elles publient le guide méthodologique «Je participe, tu facilites» en 2003. D'autres sessions vont suivre au Maroc, au Mali, au Cameroun, à Madagascar et au Congo entre autres.

La cible de la RAP est les jeunes en général en tant que moteur de changement et de conscience de la prochaine génération. Les jeunes sont considérés comme dynamiques et, critiques, ils pourront sensibiliser le reste de la population aux actions qu'ils mènent. Il n'y a pas de définition de « jeune » dans le guide méthodologique, mais, sont compris dans cette catégorie : les enfants et les adolescents qui peuvent avoir jusqu'à 35 ans en Belgique.

III.3.2. Constats et questions

Voici d'abord quelques constats et la description du processus qui a mené à la rédaction de la deuxième version du guide méthodologique.

De 75 participants en 1985, on est passé à 35 formateurs en 2007 à 3 formateurs en 2012 (René Sibomana, Géry de Broquville, Alassane Faye). Entre 2007 et 2009, AJE est mandatée par Save the Children Suède pour réaliser le travail de concertation avec les 35 animateurs, mais l'ONG suédoise n'y croit pas elle-même et ne l'utilise pas la méthode. Leur intention vise seulement le soutien à un projet purement africain. Entre 2009 et 2011, le travail est au point mort. AJE mandate alors Asmae pour relancer la rédaction du prochain guide méthodologique. Après un gros travail de compilation de tous les ateliers qui ont eu lieu entre 2007 et 2009, Asmae transmet le document à AJE pour relecture, sans succès.

Début 2012, c'est l'animateur belge qui se déplace au Sénégal et force donc AJE à se pencher sur le document. Si Asmae tient à porter le travail jusqu'à son aboutissement, c'est pour avoir « un outil solide, une référence pour tous les facilitateurs de RAP »⁵⁸.

Cependant, vu qu'il n'y a pas d'animateurs formés à la méthode, un problème se pose au moment de la rédaction du nouveau guide : il n'y a que très peu de RAP capitalisées et complètes ! En plus, les trois animateurs formés ont chacun une vision différente de la méthode. René Sibomana dit lui-même que « chaque animateur fait sa propre RAP »⁵⁹. Cette assertion prouve l'urgence de recadrer la méthode dans un guide.

En effet si pour finir, chacun en fait ce qu'il veut, peut-on vraiment continuer de parler de véritable méthodologie ? Comment se fait-il qu'il ne reste plus que 3 animateurs formés à la RAP sur les 35 qui avaient participé à la réflexion de base ? Que s'est-il passé entre le moment où les 4 associations du réseau Toubacouta⁶⁰ ont décidé de privilégier la méthode et aujourd'hui ? Sans y répondre explicitement, la suite du travail tente de montrer comment les difficultés liées au travail de terrain ou la confrontation des intérêts divergents peuvent entraver la coopération dans des projets de développement.

⁵⁷ G. DE BROQUEVILLE, *Op Cit.*

⁵⁸ G. DE BROQUEVILLE, R. SIBOMANA, *Op cit.*

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Réseau regroupant des associations belge, sénégalaise, égyptienne et marocaine autour de la RAP et d'une même vision, mission et des mêmes objectifs pour leurs projets.

III.3.3. La RAP en 9 étapes

Comme René Sibomana le définit si bien, « la particularité de la RAP c'est d'abord la valorisation de l'acteur (...) Et un deuxième élément qui est extrêmement important par rapport à ça, c'est la capacité de lire son propre espace (...). (*C'est*) ce que nous appelons la cartographie (...). Il peut voir toutes ses potentialités (...) que son milieu couvre (...). Et ça, ça se fait entre eux. Entre l'accompagnateur de la recherche et les gens eux-mêmes, chez eux. Tu sors de là avec une proposition d'action »⁶¹. La RAP résumée ici en quelques lignes s'échelonne idéalement en neuf étapes décrites ci-dessous. Chacune de ces 9 étapes est entièrement retranscrite sur des paddex qui seront ensuite la propriété du groupe.

III.3.3.1. L'identification du groupe

Cette étape consiste à repérer et observer un groupe et à adapter le facilitateur à ce groupe qui préexiste à sa venue. Avant la première rencontre, le facilitateur doit se faire une idée de l'existence et du rôle du groupe dans son environnement (quartier, village, institutions,...). C'est à cette étape que le groupe se cristallise. Chacun se présente en détail pour que tout le monde puisse se forger une idée sur les qualités et capacités des autres avant d'entamer la recherche. Cette étape permet aussi à chacun de mieux se connaître.

III.3.3.2. La négociation

Le groupe négocie les modalités de la recherche (objectifs, lieux, dates, durée, rythme du travail et responsabilités de chacun) à la fois en interne et avec le facilitateur. Celui-ci s'adapte aux exigences et aux disponibilités du groupe et s'efface devant son fonctionnement. Il fait cependant partie du groupe, est honnête sur ses intérêts et partage les visions du groupe qui ne forme qu'un.

III.3.3.3. La collecte de données

Il s'agit ici de compiler tous les aspects, organisations, institutions, activités, initiatives, personnes ressources, éléments environnementaux qui se retrouvent dans l'environnement du groupe. Il est donc important de bien délimiter la zone à observer et d'analyser ensuite un maximum d'éléments qui rentrent dans la réalité du groupe. La richesse de la collecte de données naît des apports du regard de chacun. Un premier outil qui peut être utile ici, c'est le partage de l'expérience de chacun autour de la problématique. Un autre outil intéressant est de cartographier ensemble tous les éléments de l'environnement du groupe sur un plan schématique.

L'image que nous pouvons retirer de cette étape est celle d'un bateau de pêcheurs qui jettent les filets et qui en retirent tout ce qui vient. C'est dans cette pêche que le groupe trouvera tous les éléments qui mèneront à trouver des solutions à leurs problèmes. Plus elle sera riche, plus intéressante sera la recherche. Le rôle du facilitateur est de questionner, d'ouvrir les portes ou de préparer les rencontres que le groupe voudrait faire.

⁶¹ R. SIBOMANA, *Op Cit.*

III.3.3.4. L'identification d'un problème

Cette étape comprend trois sous-étapes :

Lister tous les problèmes que le groupe rencontre dans son fonctionnement ainsi que les solutions qu'il a déjà trouvées précédemment. Dans la liste, il faut creuser les constats pour faire émerger les réels problèmes du groupe et de son environnement.

Classifier les problèmes en trois catégories au moins (sociaux-culturels, économiques et politiques. On peut y rajouter religieux et environnementaux). Cette classification permet de mettre la capacité de mobilisation du groupe en lumière.

Prioriser un problème. En fonction du poids décelé de la liste de tous les problèmes et de la classification, le groupe opte pour agir sur un problème que il considère comme principal, sur lequel il a une prise et qui en touche le plus possible d'autres problèmes.

III.3.3.5. L'analyse du problème

Cette étape comprend quatre sous-étapes :

Identification des causes-variables du problème. Chacun peut ici partager les variables qui, selon lui, rentrent dans le problème qui a été choisi. Le terme « cause-variable » est bien réfléchi pour signifier que chaque cause varie selon la situation et la personne qui l'identifie, et que chaque cause n'est peut-être pas liée par un stricte lien de causalité, mais peut être un élément parmi d'autres qui rentre dans la problématique.

Mise en relation des causes-variables. Cette phase de l'analyse consiste à déterminer si chaque variable engendre directement chaque autre variable individuellement ou non. Ce travail se retrouve concrètement dessiné par des flèches sur le paddex qui partent de chaque variable vers les autres qu'elle engendre. Au bout du compte, nous comptons combien de fois chaque variable en engendre d'autres, ce qui donne une idée de l'influence de chacune d'entre-elles.

Classification des causes-variables. Comme lors de la classification des problèmes, il faut maintenant catégoriser chaque cause-variable selon qu'elle est politique, économique ou socio-culturelle. Ceci a pour avantage d'agréments le poids de chaque variable de la capacité du groupe à agir sur elles.

Priorisation de la cause-variable principale. Il s'agit d'opérer un choix pour ne sélectionner qu'une seule des variables sur laquelle le groupe décide d'agir en fonction de ses capacité et de l'influence de celle-ci sur toute la problématique.

III.3.3.6. La formulation de l'action

En fonction de la cause-variable choisie, le groupe va d'abord lister toutes les activités qu'il peut mettre en place pour y répondre, avant de choisir celle qu'il considère comme étant la plus pertinente. Lors de la formulation de l'action, le groupe doit pouvoir la justifier notamment en répondant à certaines questions comme celles-ci : quoi ? pourquoi ? comment ? où ? quand ? avec qui ? avec quoi ? qui fait quoi ? C'est donc ici que la récolte de données prend tout son sens puisqu'elle permet de mobiliser l'environnement du groupe.

III.3.3.7. La restitution

L'objectif de cette étape consiste à ce que le groupe s'approprie la démarche qu'il a suivie. Le facilitateur explique donc au groupe la démarche étape par étape, de sorte que chacun puisse prendre conscience des stades par lesquels il est passé. C'est seulement pendant la restitution de la démarche que le facilitateur prend le premier rôle en expliquant ce qu'est la RAP.

III.3.3.8. L'évaluation

L'évaluation s'inscrit évidemment dans une démarche participative. Les activités qui suivent sont à réaliser par le groupe et en fonction de ses objectifs.

Les informations à collecter : tout changement observable, les changements du mode d'organisation des « bénéficiaires », les effets sur les jeunes des mêmes « catégories » que celle du groupe, l'impact sur l'environnement,...

Analyser les informations collectées : présenter l'information, classer les informations, identifier les impacts, identifier les domaines qui posent problème et les examiner en profondeur, tirer des leçons de l'exercice et planifier des activités.

III.3.3.9. La capitalisation

Capitaliser, c'est retranscrire toute la démarche étape par étape avec tous les questionnements et toute la problématique propre au groupe jusqu'à l'évaluation. Transmettre le compte-rendu complet de la démarche du groupe au groupe. Le sens de cette dernière étape est de rendre au groupe sa propriété. Chaque démarche est en effet le résultat d'une réflexion et d'un travail propres à chaque groupe qui a réalisé une recherche-action.

III.4. De la méthode, une méthodologie

Vous l'aurez compris grâce au titre, ce mémoire se veut résolument pragmatique, ancré dans mon expérience au Sénégal. Si j'ai choisi de rédiger une étude de cas, c'est justement pour éviter de partir dans des considérations philosophiques à mille lieues du terrain. Je me base en effet sur une observation participante. Du coup, le but sera plus de mettre certain rouage de la participation en lumière dans le cas que j'ai eu le privilège de vivre. La démarche se veut délibérément inductive, et n'aura la prétention à être généralisée qu'au regard des apports théoriques choisis.

Ainsi, comme l'objet de ma recherche me mène directement dans le vif de la vie des groupes de jeunes, je pouvais difficilement opter pour une autre alternative que de me fondre dans le décor de l'animation villageoise. La RAP me permet en effet de vivre très concrètement l'expérience de la participation, et ce, tout en gardant la distance de l'animateur de la méthode.

Toute l'analyse qui suit repose donc sur un équilibre fragile entre l'observation participante de mon stage et la distance critique que ce travail m'impose.

IV. Quatrième partie. L'observation, les résultats du terrain

Cette quatrième partie est le cœur du sujet qui nous préoccupe dans le sens où elle est quasi-entièrement consacrée à l'expérimentation de la méthode. C'est la partie d'observation par excellence puisque nous allons voir ensemble comment la méthode travaille sur le terrain. J'essaierai pour ce faire de rendre au mieux compte de ce que j'ai pu expérimenter concernant la RAP au Sénégal. Et ce, avant d'en tirer des leçons et de tenter d'en élargir la portée des explications dans la cinquième partie.

Je m'attarderai plus particulièrement ici sur quatre RAP que j'ai (co- et) animées. Ces quatre expériences permettent de mettre certains mécanismes en lumière et de faire peut-être écho à ce que nous avons pu lire dans les apports théoriques.

Dans l'esprit visuel du mémoire, je vous invite à observer plus finement ce qui se donne à voir sur le terrain, ou d'analyser la vue. Comme l'observation est plus fine qu'un simple coup d'œil, voici une poignée de détails qui ressortent du paysage.

IV.1. Deux RAP dans le projet « circuit de l'eau »

En tout, il y eut 3 RAP qui ont été animées dans le cadre du projet. Seulement, étant donné que deux d'entre-elles se sont déroulées conjointement, je n'ai pu en co-animer que deux d'entre elles. Dans cette partie suivent d'abord quelques mots sur le projet qui nous intéresse au COP avant d'aborder quelques observations que j'ai pu faire sur le lors de l'animation des deux RAP. Comme vous pourrez le remarquer à la lecture des deux comptes rendus en annexe⁶², les étapes ne coïncident pas exactement aux neuf établies par le guide méthodologique. Premier signe avant-gardiste de l'écart entre la théorie et la pratique. En attendant, voyons ce que cela donne.

IV.1.1. Entrée dans le projet

A la base du projet, le partenaire belge « Terre Nouvelle », a pour ambition de soutenir les zones villageoises dans leur consommation d'eau potable. Cette ONG s'est spécialisée dans l'analyse de la qualité et de la potabilité de l'eau afin d'améliorer les conditions de vie et de réduire le risque de maladie diarrhéiques en Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, elle a ouvert un bureau à Dakar afin de se positionner sur la scène régionale et répondre au mieux aux problèmes des populations les plus touchées. Un spécialiste sénégalais qui a fait des études en Belgique s'occupe de promouvoir la technique et de former toujours plus de bénéficiaires.

Le projet « circuit de l'eau » s'est déroulé en plusieurs phases. Il a d'abord fallu réunir les villages autour de leur chef. Le but de ces réunions était de présenter AJE, le projet et de négocier les termes son exécution au sein de chaque village. Le simple fait de réunir tous les notables du village n'est souvent pas une tâche aisée. Que ce soit dû aux problèmes de communication, au choix des horaires, ou à cause de différents événements, il a fallu nous y prendre à plusieurs reprises avant de pouvoir tenir les différentes réunions sous l'arbre à palabres.

Après avoir obtenu l'accord et avoir discuté du projet dans 3 villages, la première phase du projet a pu voir le jour. Il s'agit en l'occurrence, de réaliser une enquête de terrain participative auprès d'une dizaine de jeunes chaque fois, grâce la RAP. Viendrait ensuite une formation des jeunes des six villages-cibles à la qualité de l'eau et aux facteurs de risque. Enfin arriverait le tour de la construction d'une réalisation autour d'un puit dans chaque village.

⁶² Cfr compte-rendus, Annexe VII.3.1, p.75

IV.1.2. Une RAP à Néma Bah

Néma Bah est un grand village de plusieurs centaines d'habitants en bordure de mangrove, non encore relié ni à l'eau courante, ni à l'électricité. La majorité des femmes traversent la rivière pour puiser l'eau de la source qui s'écoule au goutte à goutte au ras du sol. Mais cette opération est d'autant plus délicate lorsque la marée est haute et qu'elle atteint le lieu de la source.

Etant le premier village vers qui l'action s'est tournée, l'identification du groupe n'a pas été facile à faire. Le secrétaire exécutif d'AJE devait en effet encore ajuster son choix quant à l'âge et au niveau d'étude du groupe cible. Ceci étant dit, la RAP s'est bel et bien déroulée comme prévue, seul quelques questions subsistent après la fin de la recherche.

IV.1.2.1. Questions autour de la participation

C'est d'abord le fait que la recherche est participative que je vais questionner. Contrairement à ma conception théorique de la méthodologie, les deux animateurs ont en effet eu un rôle non négligé dans son déroulement. Et l'intermédiaire au village (le responsable des jeunes qui faisait office de facilitateur) avait aussi une place très importante dans le groupe de chercheurs.

Outre leurs attitudes vis-à-vis du groupe, les animateurs d'AJE influencent la recherche des jeunes de plusieurs manières. Ils disent parfois que les jeunes ont tort et les conduisent à adopter leur point de vue de différentes façons. Soit en le disant explicitement, soit en l'insinuant ou encore en montrant des signes de tête en faveur ou à l'encontre des propositions du groupe. Tous des éléments qui empêchent au final au groupe de poser des choix en toute autonomie.

Le facilitateur a aussi joué un très grand rôle dans la RAP. C'est à se demander même si elle pouvait aboutir sans lui. Il est l'intermédiaire du village entre l'ONG et le groupe de jeune, et il avait un gros poids sur les épaules pour que tout se passe bien. Une pression qui vient à la fois des notables qui attendent beaucoup de l'investissement d'une ONG dans leur village. Mais, la pression venait aussi des deux animateurs qui se demandaient comment ils pourraient travailler avec un groupe qui participe si peu.

Il faut dire que le niveau de français des jeunes était très faible, et cela les a freiné dans l'expression de leurs idées. Les animateurs et le facilitateur étaient alors là pour les secouer, les reprendre et parfois même reformuler ce que les jeunes avaient dit.

Pour leur part, les jeunes ne se sont pas plaints d'être déresponsabilisés, mais semblaient tout de même pas bien comprendre ce qu'ils faisaient là. Au moins au début de la recherche.

IV.1.2.2. L'avis de la responsable

Selon elle, lorsque la RAP sert d'étude à une question précise, les animateurs devraient mener la collecte de données eux-mêmes. Connaissant mieux les tenants et aboutissants de la recherche, ils poseraient de meilleures questions que les jeunes. La collecte serait alors plus intéressante et plus profonde. Le travail serait évidemment présenté au chef de village et à toute la population. Ensuite, après la collecte, l'analyse devrait, toujours selon elle, se faire avec un groupe de jeunes qui connaissent les problèmes du village.

Il est vrai que l'apport des jeunes dans cette première recherche a été minime. L'impression qui en ressort c'est « qu'on aurait pu le faire sans eux ». Cependant, il me semble que le tout de la participation ne réside pas tant dans le travail que fait le groupe, mais dans son appropriation de la problématique et dans le poids que les jeunes donnent à l'action.

Selon la responsable du centre, l'idée de la RAP totalement participative est très belle mais, sur le terrain, si on fait un travail complètement participatif, on est de toutes façons confronté à un problème de financement. Et ce, dès lors que la population n'a pas les moyens de prendre des projets en charge. En principe, la méthodologie prévoit tout de même que les jeunes optent pour une solution qui est à leur portée.

Ceci étant dit, c'est quand même elle qui a poussé les jeunes du groupe à inventorier les besoins de l'action identifiée à l'échelle du village. L'action est donc bien à la hauteur des moyens des jeunes. La RAP aura donc atteint au moins un de ses principaux objectifs. Reste à savoir comment l'action sera accueillie par le village et quelle vie il y donnera.

IV.1.2.3. En fin de comptes

La RAP a abouti à une action trouvée et choisie par le groupe de jeunes seul. C'est eux qui ont fait le travail de la collecte de données jusqu'à la formulation de l'action. Même si la participation n'était certainement pas à 100%, elle n'était pas complètement absente non plus.

Ce qui paraît clair en outre, c'est qu'un travail réflexif de la part d'AJE est plus que nécessaire pour pouvoir entrer dans la participation. C'est sans aucun doute le rôle de l'animateur en tant que facilitateur qui est le plus dur à tenir. Comment peut-on en effet demander à des employés d'appliquer une démarche participative, étant eux-mêmes inclus dans une dynamique toute autre au sein de leur organisation ? C'est alors sans doute à la structure entière qu'il est bon de « s'attaquer » avant de prétendre effectuer un travail participatif. Au moins pour définir ensemble ce qu'il est entendu par « participation ». Serait-ce, comme pour beaucoup d'organisations, un beau mot qui attire les bailleurs de fonds sans pour autant l'incarner ? A la sortie de cette première expérience, rien n'est moins sûr quoique la majorité semble convaincue de la méthode.

Il semble en tous cas que l'ONG a éprouvé beaucoup de peine à percer dans le domaine avec le concept de participation à la main, et surtout, de faire reconnaître sa méthodologie au niveau (inter- et)national, étant une organisation pionnière en la matière au Sénégal. Maintenant, fort de son expérience, mais aussi malheureusement submergée par le monde du développement tout entier qui mobilise ce concept, il est peut-être inévitable de recourir à des dérives pour décrocher des projets, financer des salaires et s'en sortir. Mais ce sont là certainement des conclusions tirées trop hâtivement. Voyons comment se déroule au moins une autre recherche participative avec un groupe de jeunes dans un autre village.

IV.1.3. RAP Ndoumboudj

Le village de Ndoumboudj est traversé par la route nationale qui rejoint Kaolack à la Gambie. Les élèves vont facilement dans les collèges de Toubacouta, Sokone et Néma Nding le long de cette nationale. L'eau et l'électricité sont en bonne voie pour arriver dans chaque concession. La majorité de l'eau se puise dans quelque puits communautaires et parfois privés. Ceux-ci sont parfois rudimentaires, et se partagent avec les bœufs et les moutons. Le jeune chef du village est en outre très disponible et dynamique. Il est souvent présent et même proactif par rapport aux demandes des animateurs d'AJE. Vous retrouverez aussi l'entièreté de la RAP en annexe⁶³.

IV.1.3.1. La qualité du groupe

Le groupe était composé de 10 jeunes filles et garçons confondus âgés de plus ou moins 17 ans. A l'instar des recommandations du cadre du projet, tous parlaient le français et certains l'écrivaient. La communication était dès lors sérieusement facilitée. En plus de cette donnée, j'ai eu la chance de co-animer la recherche avec l'assistant du COP qui, vivant dans un village voisin, parle couramment le Sérère. Toutes difficultés de compréhension et toutes gênes que pouvaient avoir les jeunes de Néma Bah (qui étaient plus jeunes) étaient donc dissoutes.

Nous nous sommes aussi retrouvés à 12 lors de chaque rencontre sans aucune autre intervention extérieure dans la concession du chef du village. Cette fois-ci donc, pas de facilitateur désigné par les notables. Nous avons en outre pu commencer chaque rendez-vous plus ou moins à l'heure, ce qui a permis d'instaurer un climat de confiance entre les animateurs et le groupe. Le groupe était en plus particulièrement dynamique et réactif ; chacun parlant aisément à tour de rôle, le débat était serein lorsqu'il a fallu se mettre d'accord sur les points sensibles.

Le groupe s'étant en outre formé de manière plus naturelle et les jeunes étant tous plus ou moins proches les uns des autres, cela a aussi permis à ce qu'il réside une bonne ambiance de travail lors de nos réunions.

IV.1.3.2. La qualité de l'animation

Après avoir déterminé l'action avec le premier groupe de jeunes à Néma Bah, j'ai personnellement demandé à l'équipe du COP de prendre un temps pour évaluer l'expérience à trois. Il en est ressorti quelques points importants que nous avons essayé autant que faire se peut de garder en mémoire lors de la deuxième RAP que nous menions à Ndoumboudj, l'assistant et moi.

Un premier point important est de prendre beaucoup moins de place dans les discussions et de s'atteler à éclaircir les questions plutôt qu'à orienter les réponses. A plusieurs reprises, nous avons ouvertement rediriger l'attention du groupe sur le groupe plutôt que sur nous, et avons demandé aux jeunes de clarifier leurs intentions avant de les retranscrire sur les paddex. J'ai pris particulièrement soin de reformuler les questions, de les faire traduire ou de demander au groupe de les formuler avec ses mots afin de bien se comprendre et que le groupe prenne pleinement possession de la recherche.

Un autre atout de cette animation résidait à mon sens dans l'atmosphère plus décontractée qui régnait lors des réunions. Suite aux leçons tirées de la RAP de Néma Bah, l'assistant et moi-même avons insisté pour que chaque étape de la méthode se déroule bien au rythme des jeunes. Alors, nous n'avons pas hésité à revenir en arrière, à prendre le temps de

⁶³ Cfr compte-rendu, Annexe VII.3.2, p.85

discuter et de clarifier les incompréhensions de sorte que tous les jeunes soient toujours au même niveau de compréhension.

Tous ces éléments réunis, nous avons donc abouti à une évaluation très positive du groupe ainsi qu'à une relativement bonne intégration de la méthode de la part des jeunes. Pour reprendre leurs mots : « J'ai retenu dans cette méthode la sensibilisation. J'ai retenu quelque chose que je peux ajouter dans mes études, la manière dont on pose ou on réponds aux questions » et « J'ai retenu de la méthode : les causes qui entraînent l'eau qui entraîne des maladies, les conséquences. J'ai pu identifier et classifier les problèmes et aussi j'ai eu des idées sur le déroulement d'un projet »⁶⁴.

IV.1.4. Exit du projet

Ce n'est que plus tard, à force de poser des questions que j'ai pu faire des découvertes. Le partenaire belge « Terre Nouvelle » n'avait en fait pas prévu ces recherches dans son projet. C'est le secrétaire exécutif d'AJE qui a imposé de travailler avec la RAP, et ce, même si un expert intervenait plus tard dans le processus pour expliquer aux jeunes que leurs conclusions n'étaient pas nécessairement les plus efficaces pour lutter contre la prolifération de la bactérie E-Coli.

Durant plus ou moins 3 jours chaque fois, une dizaine de jeunes ont partagé leur expérience sur l'eau, enquêté sur son histoire et son utilisation dans le village et ont analysé ces données pour aboutir à une action. Dans deux des trois villages, les jeunes ont décidés de récolter des fond et les matériaux pour couvrir les puits communautaires.

C'est seulement quelques semaines plus tard que nous avons tous appris lors d'une formation commune de trois jours qu'il était préférable d'agir sur des facteurs-clés différents que la couverture des puits afin de prévenir sérieusement l'apparition de maladies diarrhéiques.

La force des actions adoptées par les différents groupes est sans doute bien réduite par l'agencement incohérent du projet à mes yeux. Les jeunes, quant à eux, n'y ont peut-être pas vu d'inconvénients, mais mon interrogation demeure sur la rationalité d'imposer une recherche action participative avant l'intervention d'un formateur professionnel dans un projet. Il me semble que la RAP s'impose plutôt lorsque le groupe n'a aucun autre recours, mais ce n'est sans que moi que ça engage.

Enfin, après réflexion, les RAP ont malgré tout eu une portée non négligeable sur les villages. D'abord pour la réunion des jeunes autour d'une problématique qui les touche, pour la légitimité du projet qui gagne un ancrage villageois solide, ainsi que pour la reconnaissance du travail fait par les jeunes. Tout n'est donc pas perdu. Je tiens aussi à préciser, que je suis le seul à avoir pointé l'effet pervers de la formation du spécialiste a posteriori alors que celle-ci touchait plus de trente personnes. Peut-être est-ce donc un regard d'occidental qui ne sait pas apprécier la valeur ajouté d'une formation et d'une recherche action à sa juste valeur.

⁶⁴ Deux réponses à l'enquête réalisée suite à la RAP de Ndoumboudj le 4 mars 2012, cfr Annexe VII.1,p. 58

IV.2. Deux RAP hors-projet

Les deux RAP que je vais présenter ici sont issues de mon initiative propre. Elles sont donc hors-projet puisqu'elles ne sont justifiées par aucun cadre logique, mais surtout parce qu'elles ne se font pas au nom d'AJE ni d'Asmae. C'est spontanément que j'ai essayé de présenter la démarche à des groupes qui m'ont semblé suffisamment ouverts pour faire un travail sur eux-mêmes et pour se laisser guider par un toubab.

La première s'adresse à un groupe de jeune travailleurs d'être face à des problèmes qui les dépassent et qui menacent leur avenir. C'est pour les aider à trouver une porte de sortie propre à eux que je leur ai proposé de mener une RAP. La seconde s'adresse à un groupe de jeunes villageois. Ceux-ci sont encore au lycée et parlent bien français. On les trouve régulièrement dans le village en train de boire le thé ou de préparer l'une ou l'autre fête.

Si vous ne retrouverez pas le compte-rendu complet ni de l'une, ni de l'autre RAP, vous comprendrez rapidement pourquoi.

IV.2.1. La RAP « Avart »

C'est après avoir rencontré et discuté avec une poignée d'artisans, que j'ai décidé d'appeler cette RAP « Avart ». C'est la compilation des abréviations des mots « avenir » et « artisans ». Je ne connaissais au départ bien sûr pas encore avec précision le sujet que nous allions traiter, mais je pouvais bien m'imaginer après les avoir écouté que c'était autour de cette question que s'organiserait la recherche.

Les artisans regroupent en réalité une centaine de vendeurs de souvenirs sénégalais principalement en bois. Au milieu d'eux, se trouvent aussi une petite poignée de boutiques d'alimentation générale, de cordonniers ou de tailleurs. La plupart des jeunes a déjà voyagé soit à l'étranger, soit à Dakar. Ils savent donc parler le français et plus particulièrement négocier et vendre aux touristes. Les vrais artisans qui travaillent le bois restent souvent chez eux et s'occupent des commandes de tous ces vendeurs.

IV.2.1.1. L'identification du groupe

Avant de passer à la première étape, une phase préliminaire a été menée durant près de 4 semaines à raison d'une moyenne de deux rendez-vous par semaine. Les rendez-vous, dans cette étape, ce sont des rencontres avec l'intermédiaire qui va m'introduire dans le milieu : Talla. Il a l'avantage de déjà connaître la méthode, de bien parler français et d'être très dynamique et impliqué dans son environnement.

Après lui avoir soufflé un mot de mes intentions, il me suggère de repasser à sa boutique pour en reparler plus sérieusement. Lors de la deuxième rencontre, je lui explique que, dans le cadre de mes études et de mon stage, je voudrais tester la Recherche Action Participative en mode « Je participe, tu facilites » en dehors du champ des projets et des partenaires européens.

Le terreau des artisans me semblait fertile puisqu'en situation difficile avec la baisse du tourisme dans la région. Talla accueille l'idée de manière enthousiaste, mais il me semble que c'est surtout pour me rendre service, parce qu'à la baisse du tourisme, « on ne peut rien y faire ». La ville est en outre en train de construire un très gros centre culturel qui comprend deux salles de spectacles, mais surtout un marché des artisans qui abritera 40 boutiques et une salle d'exposition. Malheureusement, ce marché ne sera accessible qu'à ceux qui sauront louer l'emplacement. Les autres risquent fort d'être expropriés de leurs boutiques actuelles.

La centaine d'artisans d'art touristique qui se différencient des tailleurs, menuisiers ou menuisiers métalliques, sont organisés en une association. Mon intermédiaire me suggère

donc d'aller rencontrer son président avec lui et de lui exposer ma démarche. Lors des deux premières tentatives, le cordonnier est soit absent soit occupé sur des commandes. A la troisième on fixe un rendez-vous qui convient aussi au président. Ensuite, les deux rendez-vous suivants sont annulés parce que le président de l'association est en excursion avec des touristes.

C'est à la huitième tentative, que j'arrive à rencontrer le président de l'association des artisans avec Talla. Celui-ci est aussi partant pour faire le travail. Seulement, face au découragement des vendeurs, il ne peut pas les mobiliser seul et me conseille de passer par le cadre de concertation pour le tourisme, la culture et l'artisanat à Toubacouta. C'est l'échelon d'organisation supérieur. Le président de ce cadre a une plus grande légitimité et un plus grand poids auprès des artisans et des vendeurs. En outre, comme il travaille avec eux dans le cadre d'un fond de l'ONU pour le développement de la culture, les artisans coopèrent aussi plus volontiers avec lui.

Je vais donc enfin rencontrer monsieur Dieng, qui va mettre fin à la première étape de mon travail. Il est très enthousiaste parce que même si je ne viens sans soutien financier, je l'aide aussi dans son travail qui consiste à créer une solidarité entre les artisans. Une mutuelle est en effet, en train d'être mise sur pied. Alors, dans son travail de recensement et de rencontre de tous les artisans touristiques et communautaires de la ville, il pourra facilement détecter les plus motivés. Pour ce faire, il convoquera rapidement une réunion du bureau du cadre pour présenter le projet et identifier le groupe.

IV.2.1.2. La négociation

Le président a tenu une réunion du bureau lors de laquelle ses interlocuteurs n'ont pas senti l'intérêt qu'ils pourraient retirer de la recherche. Je suppose alors que c'est soit la manière dont le président a présenté les choses, soit parce que Talla n'était pas présent pour défendre le projet, que le bureau a considéré que ce travail ne se faisait dans l'unique cadre de ma recherche.

C'est pourquoi il m'ont demandé de verser un *per diem* aux artisans qui participeraient à la recherche. Il est évident que, ne pouvant me permettre de motiver une dizaine de personnes à raison de trois à quatre jours, ceci mettait fin à mes espoirs de mener une RAP avec les artisans de Toubacouta.

Une leçon que je peux inévitablement tirer de cette expérience, c'est le rôle capital que joue l'argent dans ce milieu. D'autant plus que je suis un toubab, et que je représente donc une ressource financière importante. Et ceci confirme mes propres observations : les sénégalais (surtout s'ils sont en contact fréquent avec les blancs) ne vont pas se lancer dans un travail s'il ne voient pas de près ou de loin la couleur de l'argent que ce travail peut leur apporter⁶⁵.

En tout état de cause, je n'ai probablement pas su trouver non plus les mots pour les intéresser suffisamment. Et je ne peux absolument pas en vouloir à des amis de considérer le manque à gagné direct d'une journée de travail perdue plutôt qu'un bénéfice incertain lointain. D'autant plus dans la conjoncture actuelle qui ne leur rapporte pas de quoi manger tous les jours.

⁶⁵ Stéphan MEIER, un ami suisse qui vit dans un village voisin de Toubacouta depuis cinq ans en a aussi fait l'expérience : la motivation (l'argent) est un enjeu central de la participation des sénégalais à une activité.

IV.2.2. La RAP « Pechsou »

C'est par facilité que j'ai décidé d'appeler ma deuxième tentative de RAP « Pechsou » qui compile les mots « pêche » et « Soucouta ». Comme vous êtes sur le point de le découvrir, cette fois-ci le groupe a bel et bien choisi de travailler sur le thème de la pêche, et s'est en plus constitué de lui-même. Cela n'a cependant pas été un gage de réussite pour la méthode, nous en tirerons les leçons plus bas.

IV.2.2.1. L'identification et la négociation du groupe

La première partie de l'identification du groupe s'est faite grâce à un intermédiaire qui m'a mis en contact avec des jeunes filles du village de Soucouta. Je leur ai expliqué en deux mots de quoi il s'agissait pour qu'elles puissent former un groupe intéressé par la recherche.

Le lendemain, une dizaine de jeunes venaient chez moi pour que je leur explique en quoi consiste une RAP, sans pour autant révéler les différentes étapes de la démarche. C'est à ce moment qu'ils se sont tous mis d'accord sur la problématique générale sur laquelle ils voulaient travailler. On a ensuite fixé le rendez-vous de notre première réunion de travail au lendemain au COP à une heure qui les arrangeait tous.

IV.2.2.2. La collecte de données

Avant de commencer la collecte, j'ai proposé aux jeunes de jouer à un petit jeu. Et comme ils avaient choisi le thème de la pêche, nous sommes partis en pirogue à travers le jeu. Nous sommes donc partis pour la recherche dans la bonne humeur, tous solidaires, dans le même bateau.

Nous retrouvant à bord de la même pirogue, il fallait qu'on puisse bien se connaître pour savoir à qui nous avions à faire. J'ai donc demandé à chacun de se présenter aux autres comme il l'entendait. Ceux qui ne savaient pas écrire en français ont demandé à un autre jeune d'écrire leur présentation sur les paddex pour eux.

Après avoir réalisé le partage d'expérience, le groupe de chercheurs a demandé à avoir deux jours pour réaliser la collecte de données. Mais le rendez-vous a dû être postposé à cause d'un décès au village. Ensuite, étant donné d'autres festivités⁶⁶, le rendez-vous a été fixé cinq jours plus tard. Pour finir, nous avons pu nous voir huit et dix jours après la première rencontre. Malheureusement, les jeunes n'étaient plus que trois à être disponibles et la collecte étaient très maigre.

En plus, comme j'arrivais aussi à la fin de mon séjour au Sénégal, il ne me restait trop peu de temps pour pouvoir analyser avec eux leur collecte de données. C'est pourquoi, j'ai aussi été contraint d'abandonner cette RAP.

⁶⁶ C'est effectivement à cette période que le groupement des jeunes de Soucouta inaugurait leur jumelage avec les jeunes d'un village voisin, c'était aussi durant ces semaines que se déroulaient le championnat de football qui a mené l'équipe des garçons du village en finale à côté de l'organisation des festivités pour la fête de l'indépendance et de la lutte traditionnelle.

IV.3. Conclusion. Apprentissages pratiques

La question qui me travaille le plus est de savoir si j'ai pu intéresser le groupe. Ma collègue m'explique alors que selon elle, c'est le manque de motivation des jeunes par l'absence de moyens financiers qui expliquerait leur absence. Je préfère pour ma part appliquer cette explication à la RAP « Avart ».

Après réflexion, il me semble plutôt que la méthode ne s'applique pas à n'importe quel groupe. J'entend par là que le guide méthodologique lui-même s'adresse à des jeunes et plus particulièrement à des enfants en situation difficile. Or, les deux RAP que j'ai tenté de réaliser s'adressaient d'une part à des adultes déjà en contact avec le monde du travail et, d'autre part des jeunes qui ne reconnaissaient pas explicitement vivre une situation « difficile ».

En effet, si les jeunes de la RAP « Pechsou » n'ont pas clairement manifesté l'intérêt d'une « motivation » pécuniaire, ils ne reconnaissaient certainement moins vivre une situation difficile que ceux de la RAP « Avart ». il me semble qu'ils ont plutôt accepté de jouer le jeu pour me faire plaisir ou plus indirectement dans l'espoir de lier des liens durables avec un jeune blanc.

Il n'en demeure pas moins qu'à côté des RAP réalisées dans le cadre du projet « circuit de l'eau », mes deux tentatives indépendantes se soldent par des échecs. Cette simple observation suscite bien des questions et permet surtout de relever des hypothèses. Ce sont elles-mêmes qui me permettront éventuellement de comparer mon expérience à d'autres et d'élargir la portée de mon étude de cas à la lumière des apports théoriques.

V. Cinquième partie. Analyse des prises de vues

Comme nous l'avons vu, d'abord c'est que la participation ne fonctionne pas comme on s'attend à que « ça » marche. En d'autres mots, la réalité du terrain n'est pas aussi proche de la théorie de la participation que ce que l'on espère. Ensuite, l'instrumentalisation de la RAP dans un projet ne peut sans doute pas expliquer à elle seule les biais que j'ai pu observer dans la participation *in concreto*. En fait, même les RAP que j'ai voulu mener en dehors des projets et des financements extérieurs, n'ont pas pu aboutir.

Il semblerait alors que l'utilité de la RAP ne réside pas, comme on s'y attend, dans son utilité déclarée mais bien dans les relations qu'elle induit et la légitimité qu'elle procure au projet. Il faut alors chercher plus loin les raisons qui poussent les uns à proposer des projets dits participatifs, et les autres, à entrer dedans. C'est pourquoi je vais essayer de comprendre ce qui a fait que les RAP, quoique relativement satisfaisantes ont pu fonctionner dans le cadre du projet et ce qui a fait que celles qui résultent de ma propre initiative, n'ont pas abouties.

C'est une petite série de questions qui se sont soulevées d'elles-mêmes qui vont nous permettre de mieux comprendre la suite du travail. Ce sont elles qui donnent un sens à l'analyse qui suit. En voici quelques-unes pour exemple.

Dans la présentation du projet, l'ONG met l'accent sur la méthode ; sur le « comment », mais ce qui va nous intéresser dans ce qui suit, c'est ce qui se cache derrière. Pour quoi et Pourquoi insister sur le comment ? Les gens participent, et après ? qu'est-ce que ça change ? Pour quoi participer ? On participe pour participer et ça s'arrête là ? Que se cache-t-il donc derrière la participation, et derrière la méthodologie de la RAP ? Pour en revenir à l'image de la Joconde, la participation, c'est beau, mais pour qui ? et Pour quoi ? Qu'est-ce qu'il fait que ce soit reconnu comme tel ?

Quoiqu'il en soit et sans tirer de conclusions trop hâtives, je peux d'ors et déjà dire que « ça » marche dès lors que « ça » existe. Pour affirmer ceci je pars du principe que si personne ou si tous les acteurs n'en tiraient aucun profit, la méthode, la participation ou le développement en général serait littéralement abandonné. C'est pourquoi il m'a semblé crucial de mettre les différents intérêts en lumière.

Pour la facilité et la clarté de l'analyse, je ne distinguerai plus la différence entre le concept de participation et la méthode de la RAP, et ce, même si la seconde est une forme qui donne à voir la première. Je m'attarderai avec plus d'insistance sur comment elles sont toutes les deux utilisées et mises à profit par les différents acteurs.

Dans le premier chapitre, nous tenterons de distinguer ce qui fausse la recherche action sur le terrain et qui pourrait fausser la participation en général. Le but est donc bien, à partir de maintenant, de trouver des pistes d'explication dans le décor présenté dans les précédents chapitres. Le deuxième chapitre tentera d'aller en profondeur des mécanismes de la participation tandis que la dernière proposera de modéliser une théorie. L'intention est de pouvoir déployer une théorie qui, quoique modeste pourrait éventuellement être mise à l'épreuve du terrain, et donc, accepter une nouvelle compréhension de la participation. Le tout au regard des ressources théoriques sélectionnées.

Dans l'esprit imagé de ce travail, nous voici devant les photographies que nous sommes sur le point d'analyser à la loupe. La deuxième sous-partie représente la pellicule des films argentiques. Et la troisième, le développement des clichés sélectionnés.

V.1. Constats et contrastes

Je partirai dans un premier temps des constats que j'ai pu faire sur le terrain avant d'avancer certaines pistes d'explication. C'est donc à partir de questions qui me sont apparues lors de mon stage que la réflexion démarre. Afin d'éviter de s'égarer dans de longues réflexions philosophiques, je me tiendrai à éclairer cinq traits marquants, cinq clichés dont je voudrais ressortir le contraste pour les faire parler.

Ces contrastes, je les sortirai de leur contexte par la suite afin de les comparer à d'autres observations. C'est sur eux que j'insiste dans mon travail et dont je tente de trouver un écho chez d'autres auteurs. Je ne les ai cependant pas choisis en fonction de leur capacité à être généralisés, mais bien pour leur force d'explication de mon cas.

V.1.1. Le forceps *ex-ante*

Le premier angle de vue sur lequel je voudrais insister s'inscrit dans le cadre de la réalisation des RAP dans les projets. Il me semble qu'une première question importante est celle de l'interaction entre projet et participation. L'un engendre-t-il l'autre ? Est-ce l'autre qui s'impose au premier ? Ou encore : comment l'un et l'autre s'entremêlent-ils pour construire un projet dit « participatif » ?

Les projets *ex-ante* programment, planifient et évaluent leurs activités selon un cadre bien précis et des lignes directrices rigides. Si on leur reproche de trop peu respecter la réalité du terrain et de se soucier d'avantage des résultats quantifiables que du vécu des bénéficiaires, on peut aussi leur reconnaître une certaine efficacité et surtout, de mener des actions cohérentes entre elles en vue d'un objectif clair.

Dans le cas du projet « circuit de l'eau », le projet a été rédigé en Belgique. Ce n'est que lors de la négociation entre le partenaire et AJE que celle-ci a insisté pour y travailler avec la méthodologie dont elle est garante. C'est ainsi que, dans un projet cohérent, le secrétaire exécutif a fait rentrer sa méthode participative au chausse-pied.

Reconnaissons d'abord les avantages de la RAP dans le projet. Le premier avantage est certainement de permettre au village et surtout aux jeunes de s'approprier la problématique et d'en devenir des acteurs conscients plutôt que des bénéficiaires passifs. Un autre avantage non moins important selon moi, est que le fait d'avoir mené un RAP dans trois villages a permis de rassembler des jeunes autour d'une problématique commune. Et celui-ci est double : d'abord souder des liens entre les jeunes - c'est un travail qui est appuyé partout dans le monde afin de les solidariser - ensuite de responsabiliser les jeunes en leur donnant une place importante dans le village.

Malheureusement, toute médaille a un revers : si la RAP donne de l'importance aux jeunes, on est en droit de se demander si c'est une place que le village veut leur donner ou si ça ne bouleverse pas de manière négative l'ordre établi. En outre, comme dit plus haut, la formation par l'expert est venue, après la détermination des différentes actions, remettre celles-ci en cause. Enfin, au-delà de la dizaine de jeunes que la participation touche, qui sont ces jeunes et comment la participation est-elle relayée dans la population ?

Un autre point qui mérite notre attention, c'est celui du *timing*. Il va sans dire que la logique d'efficacité du projet demande aux exécutants de respecter le calendrier établi par la hiérarchie. Cette pression se fait ressentir autant dans le travail du centre au quotidien que dans le suivi des recherches-action. Pour reprendre les mots de la responsable : « C'est comme ça à AJE, il n'y a pas d'horaire de travail, on travaille 7 jours sur 7 et parfois même la nuit »⁶⁷. Selon moi, une méthode participative devrait naturellement être le résultat d'un

⁶⁷ J. KIKA, conversation du 14/02/2012, confirmé dans son entretien, cfr Annexe VII.2.1, p.61

projet *ex-post*. Que ce ne soit plus les bailleurs de fonds ou les ONG qui demandent à la population de participer, mais que l'initiative vienne des bénéficiaires eux-mêmes. Cette démarche inversée permettrait à mon avis que le groupe soit formé avec moins de contraintes extérieures, sans pression et que les gens se rassemblent surtout autour de problématiques qui sont les leurs.

Pour en revenir à nos apports théoriques, il semble que nous nous rapprochons ici d'un reliquat d'ethnocentrisme quand le partenaire belge rédige un projet qui vise les jeunes. En effet, dans les villages sans doute encore plus qu'ailleurs, ce sont les anciens et les chefs qui dirigent les actions. Viser les jeunes est une très belle conception du développement en Europe qui n'est peut-être pas partagée de la même manière au Sénégal. Ensuite, si un expert arrive dans une zone rurale reculée avec des moyens techniques et scientifiques, il est fort à parier que ceux-ci ne seront pas non plus accueillis de la même manière qu'en Europe. Sous les belles idées d'égalité ou d'efficacité, on peut se demander si le mode de fonctionnement africain a bien sa place dans un projet de type *ex-ante*, ou, du moins dans celui-ci.

V.1.2. Le contrôle de la zone d'incertitude

Par négociation, je n'entends pas ici la négociation du rythme et des heures de rencontre avec les groupes de jeunes pour la réalisation des RAP, mais bien les réunions qu'il y a eu entre les notables du village et l'ONG en amont du projet. Cette première rencontre s'est déroulée de manière caractéristique au village de Néma Bah.

En effet, même si lors de la rencontre du chef et des notables du village, les habitants ont pu exprimer leurs attentes et leurs besoins, ce sont les idées du secrétaire exécutif d'AJE qui ont été retenues. Serait-ce l'objet du hasard ? Je n'y mettrais pas ma main à couper. Il me semble en fait plus logique que les choix de l'ONG avec les atouts financiers qu'elle représente - une 4X4, un financement pour une mobylette, un toubab comme stagiaire, un financement pour des chantiers - soient considérés comme les plus judicieux pour ceux qui veulent voir venir l'aide dans leur village. Même si le chef du village a proposé deux différents chantiers pour l'avenir, le dernier mot reste au responsable d'AJE.

En plus, le choix stratégique d'agir sur 6 villages a été fait par le secrétaire exécutif de l'ONG et par le bailleur de fonds qui ne finançait pas une mobylette pour moins de six villages. La recherche-action se fera en outre pas avec un groupe qui se considère comme tel, mais avec une dizaine de jeunes dynamiques - ou à qui le village demande de le paraître - qui ont le temps à consacrer à l'organisation qui veut développer le village.

En parallèle avec les auteurs de référence de ce travail, je reviens ici facilement à l'aspect de contrôle que certains acteurs opèrent sur d'autres. Dans le cadre du projet « circuit de l'eau » d'AJE, et à Néma Bah en particulier, la décision finale revient à celui qui détient les moyens financiers. Le contrôle se fait donc très clairement par l'argent. Il semble en outre, que si le village n'a pas joué sur sa maîtrise d'une zone d'incertitude, c'est sans doute par peur de voir s'échapper une source de financement fiable. A Ndoumboudj aussi, le projet a été largement accueilli sans la moindre remise en cause. Comme si la proposition était taillée sur mesure pour plaire aux notables, ceux-ci n'ont émis aucune restriction.

Dans ce cadre, même si Emmanuel Ndione avance que la population est consciente de maîtriser son entrée ou non dans le projet, il semble plutôt que les villages ne préfèrent pas se montrer trop exigeants vis-à-vis des offreurs d'aide. La plus grande différence qui sépare sans doute le projet CHODAK de celui-ci est le contrôle que détient AJE dans le choix des villages que l'ONG cible pour mener ses actions. Les notables l'ont bien compris.

V.1.3. La nature du groupe

Comme nous l'avons vu plus haut, la nature du groupe a une importance capitale sur le bon déroulement de la RAP. Le guide méthodologique prévoit que la méthode s'applique à n'importe quel groupe de jeunes. Je voudrais rajouter ici en accord avec Emmanuel Ndione : du moment qu'il se forme par lui-même. Les leçons de l'expérience CHODAK tirent cette même conclusion que lorsqu'on travaille avec des groupes artificiels, ça ne marche.

Ce que je peux affirmer, c'est la facilité de travailler avec un groupe de jeunes qui se sont choisis entre eux et qui parlent la même langue que l'animateur. Le premier élément permet de travailler dans une dynamique positive et productive, le second de se comprendre et, ainsi, d'éclaircir au mieux les points sombres de la démarche. Car même les mots de français sont souvent compris différemment.

Au contraire, dans le cadre du projet réalisé lors de mon stage, les consignes pour l'identification du groupe ont changé à plusieurs reprises, de manière à mobiliser et à décommander plusieurs groupes de jeunes dans un seul village. Sans doute seulement à cause d'un problème de communication entre la direction et le COP, les consignes sur l'âge et le niveau d'étude des jeunes n'ont pas été comprises à plusieurs reprises. Cela dit, l'image et la crédibilité du COP ont certainement pris un coup sur la tête, ce que le secrétaire exécutif aurait pu l'éviter en donnant des consignes claires dès le début.

Au niveau de la participation, à la fois dans le cadre du projet et lors de mes propres tentatives, j'ai pu observer que les groupes qui s'étaient formés d'eux-mêmes se sont montrés plus réceptifs à la recherche. Il me semble en outre que les groupes qui ont choisi la problématique sur laquelle ils veulent agir, ont, eux aussi, été plus ouverts à la démarche participative. Et par rapport à ce que nous avons pu lire dans les différents ouvrages, un groupe qui se constitue par lui-même et qui choisit aussi le champ de son action est moins propice à manipuler le BF puisqu'il est déjà sur la piste de la réalisation de ses objectifs.

L'identification du groupe constitue donc une étape qui est loin d'être innocente. C'est à partir d'elle que va se déclencher la participation. C'est par et dans le groupe qu'elle va se jouer, prendre racine et se développer ou non. Vous l'aurez compris, je soutiens que même dans le cadre d'un projet *ex-ante*, l'identification du groupe doit, pour garantir la qualité de la participation, émerger au moins en partie de la base et non exclusivement des développeurs.

Une autre caractéristique sur laquelle je voulais attirer votre attention est la suivante : qui va vouloir essayer d'améliorer sa situation de vie dans un domaine qu'il ne reconnaît pas comme défaillant ? On pourra bien sûr argumenter qu'on peut toujours améliorer notre situation ou qu'il y a toujours quelque chose à faire dans tous les domaines de notre vie. Peut-être, mais dans le cadre d'une recherche action, j'en suis moins convaincu. Je m'explique : si on réunit un groupe pour trouver des solutions par lui-même à un des problèmes qui les touchent, il me semble évident que le groupe reconnaisse qu'il vit une situation difficile. *A contrario*, si on va constituer un groupe par nous-même, il y a de fortes chances pour qu'il ne se sente pas mobilisé par un sujet imposé d'en haut.

Dans le cadre du projet « circuit de l'eau », le groupe de Ndoumboudj a clairement eu moins de difficultés à se reconnaître dans la problématique que celui de Néma Bah qui s'est retrouvé à la première réunion un peu par hasard sans savoir pourquoi. Les RAP ont en outre pris une importance bien plus large dans les différents villages ciblés par le projet « circuit de l'eau » dès lors que l'intérêt pour le sujet vient d'en haut. Une pression pèse sur les jeunes représentant du village dans lequel le chef les a nommé.

V.1.4. Etre motivé pour participer

Que ce soit au fil des conversations que j'ai pu avoir ou par rapport à ce que j'ai pu observer, la motivation est centrale pour s'investir dans une activité au Sénégal. Mais attention : la motivation, même si c'est un mot qu'on utilise aussi chez nous, ne recouvre pas tout à fait les mêmes réalités au Sénégal. Pour être bref, la motivation renvoie au Sénégal principalement à une notion pécuniaire. Si ce n'est pas un salaire qui motive, ça peut être une participation aux frais de transports par exemple. Et beaucoup de domaines, mêmes associatifs, sont touchés par ce besoin de « motiver » les gens à participer.

C'est certainement là un critère important qui pousse les rédacteurs africains du guide méthodologique à centrer la participation sur les jeunes et les enfants qui peuvent encore travailler de manière altruiste. La précision est ne manque pas d'intérêt dans la mesure où cette motivation m'a empêchée de mener une RAP en dehors d'un projet qui pouvait se permettre d'affranchir les participants.

Ne me basant pas seulement sur mon propre jugement, il semble effectivement que des jeunes adultes qui sont déjà en contact avec les blancs et l'argent, ne sortent pas facilement de cette logique. Nous l'avons aussi vu dans la deuxième partie, lorsqu'ils sont en contact avec des blancs ou des projets venus du Nord, les sénégalais tentent logiquement d'en tirer un maximum de profit.

A la lumière des enquêtes que j'ai pu faire auprès des jeunes participants, la RAP intéresse les participants principalement pour les réalisations concrètes auxquelles la méthode aboutit. Ma collègue me rappelle judicieusement que les sénégalais vont rarement faire quelque chose sans en voir la couleur de l'argent. Leur temps est sans doute trop précieux, que pour risquer de ne rien gagner durant toute une journée. Il semble plutôt que la majorité des partenaires de projets ne travaillent pas atteindre un objectif propre à l'activité, mais espèrent souvent secrètement (et parfois ouvertement) être financés par ailleurs.

Loin de pointer cette pratique du doigt, je pense qu'il peut être utile pour certain développeur la rappeler pour éviter de se faire des illusions. Dans le projet CHODAK aussi, même si les bénéficiaires ont du participer financièrement à l'action, leur principale motivation, c'était le puisard ou le « tout à l'égout ». Et ce, malgré que le programme tente par ce biais d'atteindre des objectifs sociaux.

V.2. Instrumentalisations et intelligences. La pellicule

Etant maintenant au cœur de mon mémoire, je vous propose d'aller voir ce qui se cache derrière la pellicule des clichés que nous venons d'analyser. J'ai choisi pour ce faire de les approcher par l'angle de la participation et - plus précisément – par l'intérêt que retrouve chaque acteur de la chaîne à coopérer avec cette caractéristique du développement.

Je suppose ici que chacun utilise la participation ou la méthode participative (la RAP dans le cas qui nous intéresse) pour en tirer un profit personnel. C'est ce que j'entendrai par instrumentalisation. Suivant cette hypothèse, en effet, la participation peut être un but recherché en soi, mais elle se retrouve aussi comme un moyen pour chacun de tirer un maximum de profit d'un projet.

V.2.1. Introduction. Questions et positions

Les positions que je vais présenter dans cette partie sont consciemment des idéaux-types. Il y a toujours des positions intermédiaires, mais celles-là permettent, à mon sens, de décrire la réalité plus clairement et de répondre à une question centrale dans ce travail : pour quelles raisons les acteurs restent-ils liés entre eux ? et plus largement, celles qui forment le terreau de cette réflexion : Quels intérêts les acteurs gagnent-ils à coopérer dans un projet de développement participatif ? Qui participe ? Qui ne participe pas ? Pourquoi ? Le groupe qui participe réalise-t-il une démarche réflexive ? Comment chaque acteur s'en sort ou s'y retrouve ? Comment la méthode se justifie et se pérennise ? La RAP est-elle efficace pour la population en tant que moyen de développement ou est-elle plus utile à la bonne conscience des utilisateurs ?...Etc.

Comme nous allons l'analyser ensemble, il me semble qu'en amont, on participe pour participer, sans chercher les raisons ou ce qui se cache derrière. « Ça fait bien », alors on dit qu'on participe sans y réfléchir davantage. En aval, par contre, il semblerait que les acteurs acceptent et adhèrent à la participation, mais sans doute pour masquer d'autres intérêts. C'est ce que je vais tenter de découvrir.

Les quatre catégories d'acteurs sur lesquels je vais me pencher sont les suivantes : le partenaire du Nord (qu'il soit rédacteur de projet ou bailleur de fonds) et l'ONG du Sud en amont du projet, dans les bureaux. Les exécutants de l'ONG et les bénéficiaires du projet en aval, sur le terrain. Chacun a selon moi, ses raisons qui le poussent à travailler avec ou autour de la participation.

Une précision importante reste à faire. Si je donne l'impression de critiquer les différentes catégories d'acteurs dans leur instrumentalisation de la méthode, mon idée n'est pas du tout de les dénigrer, mais de saisir l'intelligence ou la stratégie que chacun met en œuvre afin d'en sortir des avantages. Pour le dire autrement : au lieu de considérer que la participation est un échec, je voudrais comprendre comment « ça » marche et comment elle permet le développement, si ce n'est pas d'un pays, d'intelligences et de relations particulières.

Il n'est sans doute pas inutile de préciser non plus ce que j'entends par intelligence, parce qu'elle ne se réduira pas ici à une somme de facultés intellectuelles quantifiable au moyen de tests psychologiques. L'intelligence mise en œuvre par les acteurs du développement sera plutôt comprise ici par les stratégies, comportements et rationalités mis en jeu pour justifier sa collaboration au projet.

Comme nous l'avons vus, la RAP idéale décrite par le guide méthodologique, est facilement aménagée pour répondre aux besoins des BF ou de l'ONG du Sud. C'est pour répondre à ces exigences que des recherches qui n'ont pas pour ambition directe d'initier une action vont être menées par les jeunes. Au premier abord, nous pouvons considérer que c'est une bonne chose d'impliquer complètement les populations villageoises dans une recherche de ce type. Mais, à bien y regarder, quelle image les jeunes vont-ils garder d'une ONG qui identifie avec eux des actions à mener pour soutenir le village dans ses problèmes et qui n'a pas les moyens de tous les réaliser ?

Un fait qui me marque aussi, c'est l'idéalisation de la méthode qui doit de toute façon s'adapter à chaque situation. Le premier signe de cette adaptation est « l'étape zéro » de la RAP qui détermine toutes les étapes qui vont suivre. C'est en effet lors de cette introduction dans le milieu que l'animateur ou le facilitateur va se présenter, présenter la démarche, ses intérêts et ses motivations. C'est la personne contact qui va souvent former le groupe de la recherche et donc inscrire la participation dans un cadre. C'est ce que j'appelle le « cadre de la participation ». Puisque la RAP est dans le cas présent, à la fois inscrite dans un cadre impératif et à la fois instrumentalisée, il me paraît important de s'intéresser à ce qui reste de la méthode en définitive et d'interroger ceux qui l'ont vécue.

C'est dans ce cadre que vont s'affronter les différents enjeux de chacun comme dans une « arène » pour reprendre l'image de monsieur P.-J. Laurent⁶⁸. Tous les éléments du décor sont donc plantés. Pour revenir à la métaphore de la photographie, imaginez que nous avons préparé les différents bains révélateurs et fixateurs avant d'y plonger la pellicule pour la développer.

V.2.2. En amont, top – down ou prénatale

Je propose de commencer le développement de ma théorie par le haut, en amont du projet. Je tenterai dans cette section de comprendre comment la participation est pensée dans la rédaction et la négociation des projets. Et ce, sans entrer dans les considérations théoriques qui cherchent à savoir qui ou comment on a mis la participation en tête de l'agenda du monde du développement. L'analyse qui suit peut être considérée comme prénatale si on imagine que le projet naît lors de sa mise en œuvre sur le terrain et non pas lors de sa conception dans les bureaux. C'est en cela qu'ici, la négociation propre à l'appel à projet est comprise dans les prémices du projet.

Dans les étapes de rédactions et d'appels à projets, les acteurs font face à des impératifs légaux et à une concurrence proche de celle des marchés. Chacun tente à la fois de plaire le plus à l'autre et de remporter le plus gros financement. Je parle ici principalement de grosses structures ou organisations qui ont des bureaux, des partenaires et des salaires à payer. Il est donc logique qu'on en soit arrivé à ce stade de négociation à grande échelle.

⁶⁸ Cfr P.-J. LAURENT, cours d'anthropologie du développement, UCL, 2011

V.2.2.1. Au Nord

Partons d'abord des partenaires du Nord. Ceux-ci peuvent comprendre les bailleurs de fonds, mais je parlerai plus précisément des opérateurs de projets. Dans le contexte que j'ai évoqué ci-dessus, je qualifierai l'ensemble de leurs comportements d'« **intelligence stratégique** ». Il me semble en effet déterminant pour ces organisations de pouvoir communiquer au mieux sur des sujets bien ciblés. Ils se trouvent en outre entre deux positions à conquérir. A la fois parler le langage des grandes institutions pour trouver un appui structurel et utiliser les mots qui parlent au Sud pour y intéresser les partenaires potentiels. La stratégie, quoique souvent tournée vers le Sud, se doit donc de rester consciente des enjeux qui se jouent dans l'arène du développement au Nord.

Voici comment un développeur du Nord l'exprime : « Ce qui prévaut de nos jours pour les BF du Nord est de trouver un projet à financer (...). C'est en fait leur raison d'être sans laquelle ils disparaissent (...). On assiste donc à beaucoup de créativité et d'invention de projets par des associations (...). Exemple d'une association d'adduction d'eau : elle va chercher partout dans le monde où il faudrait amener l'eau mais ne se préoccupe pas de savoir si c'est le premier problème de la population locale »⁶⁹.

V.2.2.2. Au Sud

Au Sud, la logique n'est pas tout à fait la même. Cependant, une pression y est aussi palpable, et toutes les organisations réfléchissent à la manière de s'en sortir. C'est ce que j'appelle l'« **intelligence vitale** ». Car, si au Nord, on fait appel à des juristes, des économistes et des communicateurs professionnels pour sortir du lot, au Sud la stratégie s'approche plus de celle de la survie. Là-bas, plus qu'ici, chaque euro compte, principalement dans les salaires.

L'intelligence vitale consiste donc à faire vivre les projets, à leur donner du souffle, à attirer les investissements dans la problématique qui nous intéresse. C'est dans cette optique que les développeurs du Sud utilisent aussi des termes qui parlent au Nord et aux grandes institutions.

Le coordinateur d'Asmae exprime cette idée en ces termes : « Ce qui est très utilisé par l'UE est le cadre logique (...). Mais sur le terrain il est très difficile à appliquer puisque les acteurs de terrain ne réfléchissent pas forcément de la même manière, ils le remplissent pour faire plaisir et du coup, le cadre logique se trouve vide de sens ou complètement faux (...). C'est en fait un jeu de dupe ; les deux parties savent a priori qu'il va y avoir de la distorsion ce qui fait que le partenariat est basé sur un mensonge latent »⁷⁰.

Et le secrétaire exécutif d'AJE d'en donner son avis : « Une organisation comme AJE peut de temps en temps agir par opportunisme pour sa survie. On dit : voilà, il y a un grand programme qui va venir dans telle région qui est un programme qui concerne la pêche, si vous entrez dedans, vous aurez telles facilités au point de vue budget. Avec ce budget, vous pourrez peut-être maintenir votre personnel en place (...). Et c'est une tentation pour tout le monde d'agir par opportunité (...). Parce que, quand on a monté une structure là-bas sur place, avec autant de personnes qui sont là ; à payer, et tu n'as pas d'argent, tu n'es pas maître pour faire un choix. »⁷¹. Il faut donc gérer comme on peut avec les opportunités qui se présentent.

⁶⁹ G. DE BROQUEVILLE, entretien du 07/12/2009

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ R. SIBOMANA, entretien du 14/04/2010

V.2.3. En aval, bottom-up ou post-partum

A un échelon plus bas se retrouvent à la fois les employés de terrain qui exécutent les projets pensés dans les bureaux, et ceux à qui le projet est destiné. Ce sont eux qui sont dans le projet, qui le réalisent et le vivent au jour le jour. Les utilisateurs doivent bien sûr rendre des comptes et les bénéficiaires rester attentifs au cadre du projet, mais ce sont bien ces acteurs qui font vivre le projet et lui donnent une âme.

Ils sont en outre un échelon plus bas dans le sens où ils répondent à des injonctions donc à une pression qui vient d'en haut. Les bénéficiaires ont intérêt à faire ce que les exécutants leur disent de faire pour espérer en tirer du profit. Et, ces derniers, sont contrôlés par l'ONG qui les emploie. Chacun est donc lié à l'autre dans une matrice complexe.

V.2.3.1. Les employés

Comme les acteurs au-dessus d'eux dans la hiérarchie, les employés d'exécution font appel à une intelligence propre que je qualifierais d'« **intelligence productive** ». A la fois parce qu'ils arrivent généralement à combiner les attentes des bénéficiaires avec celles du projet qui ne leur correspondent pas nécessairement. Parce qu'ils parviennent aussi à se préserver dans ce système.

Ils sont donc souvent productifs à mes yeux pour faire fonctionner le projet sur le terrain et faire en sorte que chacun y trouve son compte. Ils doivent contenter d'un côté les objectifs et les lignes de conduites qui viennent en amont de l'ONG ou du Nord et, en même temps, répondre aux attentes des bénéficiaires en essayant de toucher leurs besoins qui ne sont pas nécessairement les mêmes.

Dans l'exemple du projet « circuit de l'eau », voici ce que la responsable du COP répond lorsque je lui ai demandé si c'étaient les jeunes qui choisissaient de participer : « ce n'est pas les jeunes qui choisissent. C'est nous qui identifions le groupe (...). Maintenant, après les avoir identifiés, on rencontre le groupe et on négocie avec le groupe pour qu'il donne leur accord »⁷².

V.2.3.2. Les bénéficiaires

Les bénéficiaires, quant à eux, ne sont ni plus passifs ni plus dupe que les autres. Nous l'avons explicitement vu dans le projet CHODAK. Eux aussi doivent s'y retrouver et ne rentrent pas gratuitement dans un projet qu'ils n'ont pas demandé. Ils font preuve d'une « **intelligence opportuniste** » en calculant consciencieusement ce qu'ils peuvent gagner dans chaque projet qui se présente à eux. C'est un calcul savant des coûts et des bénéfices qu'on néglige souvent lors de la rédaction des projets.

Les bénéficiaires peuvent aussi très bien jouer le rôle de personnes qui sont dans le besoin afin d'attirer les financements à eux. C'est une sorte de position d'assistantat intelligent. Au contraire, quand le projet répond à leurs attentes, ils peuvent aussi se montrer très dynamiques et disponibles. Voici ce que les jeunes de la recherche de Ndoumboudj répondent quand on leur demande pourquoi ils ont participé au projet : « parce que j'ai l'âge et j'ai le niveau (4), pour le développement de mon village et mon pays (4), parce que c'est mon intérêt et l'intérêt du village (3), pour l'amélioration du village, pour amener un rendement à mon village (3), pour avoir des connaissances (3) »⁷³. Et s'ils pouvaient refuser, 8 jeunes sur 10 ont répondu que non. L'opportunité est donc principalement considérée à l'échelle du village qui impose aux jeunes d'entrer dans ce type de projet. C'est sans aucun doute par après que la reconnaissance viendra.

⁷² J. KIKA, entretien du 02/03/2012

⁷³ Réponses au questionnaire d'évaluation de la RAP à Ndoumboudj, 04/03/2012

V.3. Modélisation. Développement de la théorie

Maintenant que j'ai présenté quatre idéaux-type d'instrumentalisation et quatre types d'intelligences, je vais pouvoir expliquer comment tout ça s'enchevêtre sur le terrain quand tous les éléments sont mis ensembles, et comment je propose de renverser la vapeur. Je ne prétends pas ici révolutionner le monde du développement et je suis conscient que bien d'autres plus expérimentés ont rédigé avant moi des ouvrages à ce sujet⁷⁴. Ma prétention envisage seulement de présenter un éclairage personnel sur la problématique qui nous occupe. Et d'en ressortir une clé de lecture du terrain.

Le cheminement se passe en quatre étapes. C'est une sorte de synthèse des éléments que je vous ai présentés plus haut en les combinant les uns aux autres. C'est la « théorie des intelligences » dans un schéma dynamique. Nous parcourront cette nouvelle théorie avant d'opérer un retour critique sur l'entière de la démarche scientifique.

V.3.1. Les temps du projet

Il me semble tout d'abord pertinent de découper le temps du projet en deux moments : celui de sa conception et celui de sa réalisation. Ces deux moments distincts voient différentes catégories d'acteurs se battre pour imposer ses idées. Et atteindre le plus grand nombre d'objectifs propres.

Dans le tableau n°1, la pression se fait ressentir horizontalement, de gauche à droite.

Nous retrouvons le temps de négociation et de rédaction du projet dans la colonne de gauche du tableau. Les acteurs qui travaillent en amont sont les partenaires du Nord et les ONG du Sud dans les bureaux. La colonne de droite comprend les acteurs qui mettent le projet en œuvre, qui le font vivre et qui en bénéficient en aval de sa rédaction. Ce sont les employés de l'ONG du Sud ou les exécutants et les bénéficiaires.

Dans la conduite du projet au jour le jour, le poids des lignes directrices dictées par le Nord se fait nettement sentir sur les employés de l'ONG qui doivent les retranscrire sur le terrain. Ensuite le terrain, comme nous l'avons vu dans le projet « circuit de l'eau » de AJE et CHODAK, les dirigeants des ONG du Sud se font connaître aux bénéficiaires de manière à ce que ces derniers sachent qui ils sont et les conditions à remplir pour recevoir les financements du BF. Ces pressions sont évidemment loin d'être anodines et innocentes.

Tableau 1 : La pression horizontale

EN AMONT	EN AVAL
Partenaire Nord	Exécutants
ONG Sud	Bénéficiaires

⁷⁴ Lire G. RIST, J.-P. OLIVER DE SARDAN, E. NDIONE, Ph. DE LEENER, P.-J. LAURENT entre autres.

V.3.2. La position des acteurs

Sans entrer dans les détails psychologiques, je vous propose d'analyser la position symbolique qu'ont ces quatre catégories d'acteurs entre eux. J'entendrai par position haute que celui qui l'occupe exerce une pression – consciente ou non – sur l'acteur en position basse (en dessous de lui). Celui qui se situe en position basse détient souvent moins de marge de manœuvre envers celui qui est au-dessus de lui que l'inverse. Entre guillemets, dans un projet de développement, celui qui conteste « l'autorité » supérieure, risque fort de perdre sa place et les avantages qu'il en tirait. Sans parler ici de la honte de perdre son rang ni de l'obligation du respect de l'autorité en Afrique de l'Ouest.

Le tableau n°2 est donc à analyser de manière verticale, de haut en bas. Il va de soi que le partenaire du Nord, avec l'énorme potentiel notamment financier qu'il représente, exerce - même inconsciemment - une pression sur l'ONG du Sud qui tente de négocier en laissant toujours la porte ouverte aux propositions qui viennent d'en haut. L'impression que ça donne, c'est que le Sud tente de faire passer ses idées, mais pas trop pour ne pas vexer ou sortir des lignes du projet du Nord, afin que le partenaire ne choisisse pas d'effectuer le projet avec une ONG du Sud plus complaisante.

De même, les bénéficiaires du projet peuvent essayer de l'influencer, mais toujours dans certaine limites, non dites mais infranchissables. Il semblerait en fait que ces bénéficiaires ont tout intérêt à capter tout ce qu'ils peuvent du projet sans rechigner et à se montrer le plus dynamiques et disponibles possibles aux exécutants pour espérer les voir revenir vers eux le plus rapidement possible. La disponibilité est d'ailleurs considérée comme une des premières qualités des partenaires de terrain. On y perd souvent malheureusement l'objectif premier de répondre aux besoins de la population ciblée.

Tableau 2 : La pression verticale

HAUTE	Partenaire Nord	Exécutants
BASSE	ONG Sud	Bénéficiaires

V.3.3. Temps, positions et pressions

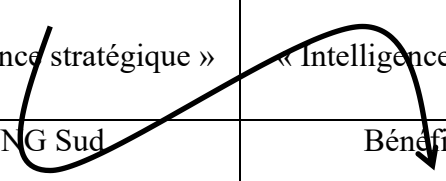
Voici ce que cela donne en mettant tous les éléments ensembles. Tout d'abord une pression verticale du Nord à l'ONG du Sud en amont du projet. La pression se fait ensuite ressentir, selon ce que j'ai pu vivre et lire, horizontalement du partenaire Nord aux employés qui mettent le projet en œuvre en aval. Ces derniers quant à eux, exercent aussi une pression verticale sur les bénéficiaires du projet. C'est dans cet emboîtement d'influences et d'intérêts que les intelligences de chaque catégorie d'acteur viennent s'immiscer.

Comme nous le voyons ensembles, l'impulsion s'exerce encore souvent à sens unique. Du Nord au terrain en passant par les développeurs du Sud. Il suffit de voir à qui se réfère chaque acteur lorsqu'il justifie sa participation ou ses actions. Toujours à la fois contraints par le dessus et par « l'amont ». En même temps, chacun tente aussi de s'autonomiser des autres pour tirer le plus de profit et atteindre des objectifs propres. C'est donc une perpétuelle négociation dans le courant de pression venu du Nord.

La pression est en outre souvent à entendre comme influence que peut avoir un acteur ou une catégorie d'acteurs sur d'autres. Il ne faut en effet pas s'imaginer que le poids des autres se ressent de manière palpable tout au long de la vie du projet. Pour rappel, cet exercice de caractérisation est volontairement tirée à la caricature pour en faire ressortir les traits et les défauts.

Tableau 3 : Temps, positions et pressions

		Les temps du projet	
		EN AMONT	EN AVAL
La position des acteurs	HAUTE	Partenaire Nord « Intelligence stratégique »	Exécutants « Intelligence productive »
	BASSE	ONG Sud « Intelligence vitale »	Bénéficiaires « Intelligence opportuniste »



V.3.4. Renverser la vapeur

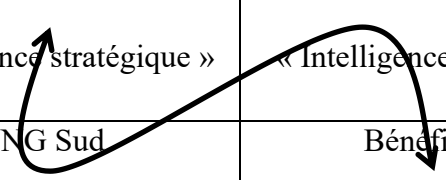
Voici enfin l'aboutissement du parcours théorique que je propose. Si le système actuel du développement semble quelque peu insatisfaisant, et si – comme nous l'avons vu – la participation n'entraîne pas toujours les résultats escomptés sur le terrain, la tendance pourrait à mon sens gagner à être renversée.

Attention, je ne prétends pas que rien ne fonctionne comme il faut, ni qu'aucune organisation ne fait d'efforts en ce sens : je voudrais seulement apporter un éclairage original sur une réalité, si pas courante au moins existante. Je tiens aussi à préciser que mon stage m'a permis de goûter à certaines choses, mais ma théorie ne tient pas exclusivement sur l'ONG qui m'a accueillie et réfléchi avec ses partenaires à une participation toujours plus effective.

Il me semble donc logiquement que, dans la présente modélisation, il faille « simplement » inverser le sens du courant. Simplement est expressément mis entre guillemets pour insister sur la facilité de le dire et la difficulté de le faire. Une flèche à double sens sur le papier revient en effet à inverser des schémas de pensée bien ancrés dans les mentalités sur le terrain. Un système de ce type ne peut fonctionner qu'au fil d'un rodage lent et long. Que ce soit dans les têtes ou dans les comportements, si « ça » marche pour le moment, c'est que la pratique est intégrée et que, donc, inverser la vapeur peut se révéler très complexe. Je ne suis en outre pas un précurseur en la matière vu que même mes maîtres de stages poussent jour après jour pour que le développement soit toujours plus à l'écoute des besoins de la population locale.

L'intérêt de la double flèche est aussi pragmatique : partir de problèmes et besoins ou demandes de la base pour remonter la chaîne jusqu'au Nord, avant de la redescendre, autant de fois avant le projet, afin que tout le monde s'y retrouve encore mieux pendant. Ce système qui est déjà appliqué dans plusieurs grosses institutions permet au projet d'être à la fois plus efficace pour les bénéficiaires et plus efficient pour les promoteurs puisque l'argent inutile est réduit au minimum.

		Les temps du projet	
		EN AMONT	EN AVAL
La position des acteurs	HAUTE	Partenaire Nord « Intelligence stratégique »	Exécutants « Intelligence productive »
	BASSE	ONG Sud « Intelligence vitale »	Bénéficiaires « Intelligence opportuniste »



Renverser la vapeur est un geste symbolique qui va aussi un cran plus loin. Implicitement, donner de l'importance à une flèche à double sens c'est aussi donner de l'importance à l'autre. Ce n'est plus le nier : c'est lui donner une consistance, une existence et une place dans le projet, sa place. Au-delà de tout ce que j'ai pu montrer plus haut, je suis convaincu que c'est ici que réside le nœud du problème : tant que l'autre ne sera pas écouté et respecté dans son altérité, un projet ne pourra pas prétendre être participatif, puisqu'il ne sera pas tourné vers la vraie priorité : les besoins des gens.

V.4. Votre dernier mot ? Quelques leçons

Non, bien sûr, cela ne peut pas être mon dernier mot. D'abord parce que je ne peux pas prétendre expliquer un monde entier sur base d'une si petite expérience, ensuite parce que ça ne pourrait être que sur base d'une validation par tous les acteurs ayant éprouvé la théorie que celle-ci pourrait éventuellement prétendre à un dernier mot. Une théorie n'a de portée que si elle est solidement justifiée et/ou rigoureusement expérimentée. Or, dans notre cas, nous ne sommes en présence ni de l'une ni de l'autre de ces conditions. De plus, plusieurs questions fondamentales subsistent.

Je reprendrai pour ce faire certaines questions que nous avons déjà pu lire dans ce travail : Pourquoi et pour quoi les gens participent ? Comment et quand la RAP peut-elle être instrumentalisée ? Comment les différents acteurs se retrouvent-ils derrière son utilisation ? Pour quoi et pourquoi insister sur le comment ? Les gens participent, et après ? qu'est-ce que ça change ? Que se cache-t-il derrière la participation et derrière la méthodologie de la RAP ? La participation, c'est beau, mais pour qui ?

Une pluralité de questions donc auxquelles j'ai essayé d'apporter des éléments de réponses. Sans doutes insuffisants, ou incomplets, la plupart d'entre-elles se retrouvent derrière mon hypothèse de départ. La voici pour rappel : si les différentes parties prenantes entrent dans un projet à visée participative, chacun mobilise des stratégies propres afin de répondre à des intérêts particuliers.

Comme nous avons pu le remarquer ensemble, si les différents acteurs se retrouvent derrière un projet ou une démarche participative, c'est qu'ils en retirent un certain profit. Certes pas toujours celui auquel on s'attend, parce que le profit peut être d'ordres différents, mais il semble en tous cas, que le développement ne se fasse jamais totalement gratuitement. Ce sont certainement donc ces intérêts cachés que l'on tente de dissimuler derrière un processus participatif. Ce n'est peut-être pas là que se trouve le plus gros point sombre, mais plutôt au niveau de ce que cela change... Car, bien que les populations soient de plus en plus conscientes des intérêts qu'elles peuvent retirer des projets de développement, après cette petite enquête il ne me semble pas que la démarche participative permette de changer de paradigme.

La Participation est donc sans aucun doute la moins pire des idéologie de développement qu'on ait trouvée au niveau international, mais il reste à voir maintenant comment réellement mettre la population au centre du développement, si tel est bien l'ambition de l'Occident. En plus, si les RAP ne se sont pas aussi bien déroulées que ce que le guide méthodologique prévoit, il faut aussi penser à mettre les animateurs en cause. En effet, les défauts que pointe la responsable du COP sont normalement comblés par une RAP bien menée. Les leçons que je tire sont donc peut-être tronquées à la base. J'en suis conscient. Par ailleurs, si d'autres méthodes pouvaient illustrer la théorie, il me semble évident que d'autres biais seraient apparus.

Je me dois ensuite de revenir aussi sur les apports théoriques, et en particulier sur les notions de contrôle et de manipulation. Un élément incontestable réside sans aucun doute dans les résidus d'ethnocentrismes dont on ne parvient pas à se débarrasser dans n'importe quel projet que ce soit. Il semble en effet qu'il est quasiment impossible pour un européen qui écrit ou qui exécute un projet de développement de faire complètement abstraction de tout ce qu'il a appris dans sa vie pour laisser toute la place aux bénéficiaires. Comme nous l'avons vu dans les différentes expériences, qu'on le veuille ou non, nous retrouvons encore souvent des traces d'ethnocentrismes durant la réalisation du projet.

Concernant le contrôle et la manipulation, quand ils se retrouvent en dehors de la pression qu'exercent le Nord pour réaliser les projets comme il l'entend, on peut les retrouver à différents moments des projets. Contrairement à ce que j'ai pu observer dans le cadre du projet « circuit de l'eau », le projet CHODAK a concrètement vécu le contrôle qu'opérait les groupes sur le projet. Dans mon cas, je l'ai plus ressenti durant les RAP que j'ai réalisés hors projet comme vous l'aurez remarqué. La pression se fait de toute façon ressentir, qu'elle soit sociale, financière ou symbolique, comme dans toutes relations humaines, certaines personnes prennent inévitablement le pas sur d'autres.

En effet dans le cadre du projet mené par le COP de Toubacouta, la pression s'est fortement fait ressentir de l'ONG sur les bénéficiaires, et très peu dans l'autre sens. C'est sur cette base que j'ai pensé à modéliser la théorie ci-dessus. Il semble en outre que, même lorsque les bénéficiaires tentent de manipuler le projet, cela ne remonte que très rarement jusque dans les bureaux au Nord. Et c'est cette réalité que je déplore et que je propose de renverser.

Enfin, un dernier élément qui revient à la fois dans les apports théoriques, et dans la réalité de terrain, ce sont les conditions dans lesquelles les gens entrent dans un projet. Le fait regrettable à mon sens est que la participation est loin d'être spontanée comme certains le rêveraient en imaginant les projets. Dans le projet CHODAK, nous avons vu comment le terroir social, la menace et l'argent se montrent en maîtres de la participation. Je rajouterais en plus la pression familiale ou villageoise à partir des cas que j'ai pu observer.

VI. Conclusions. Mise en perspectives

Cela fait maintenant plus de cinquante ans que la participation a pris racine dans le monde du développement. Toutes les expériences n'ont bien sûr pas pu se solder positivement. C'est à partir des centaines de projets que le concept a pu grandir et être pensé pour faire en sorte de mieux s'adapter au terrain. C'est dans cette optique de tirer des leçons de l'expérience et d'ouvrir le débat plus largement que s'inscrit cette conclusion. L'objectif étant à la fois de souligner les apprentissages de mon stage et de la recherche qui l'a suivi et d'ouvrir le débat sur de futures potentialités.

La première leçon que je voudrais tirer de ce travail est la suivante. C'est la relativité des savoirs ou l'idée selon laquelle on ne peut pas importer une connaissance d'un endroit pour le mettre en œuvre de la même manière ailleurs sur terre. Il n'y a en outre pas un savoir qui vaut mieux ou plus que l'autre entre le scientifique du Nord et celui plus technique du Sud. Le premier s'adapte en effet au moins autant que le second dans le contexte qui est le sien.

Par contre, malgré cette différence, il m'est apparu que nous sommes certainement bien plus proches des populations du Sud que ce que l'on s'imagine. Si certains leur reprochent de manipuler les projets pour atteindre des objectifs propres, il me semble naturel que chacun négocie en permanence avec le système dans lequel il vit pour en tirer parti, et ce, où que ce soit dans le monde. Une distinction doit cependant y être apportée : au regard du niveau de vie en Afrique de l'Ouest, il est évident qu'une personne qui n'a pas de revenu fixe et qui doit se battre pour nourrir sa famille au quotidien sera d'autant plus prompt à détecter les activités qui peut lui rapporter des bénéfices.

Une autre leçon que je voudrais tirer est en rapport direct avec la RAP. Ce que j'en retiens principalement, c'est de ne pas « jeter le bébé avec l'eau du bain ». Parce qu'il est clair que des pratiques du Nord ne correspondront jamais parfaitement à des réalités d'ailleurs, ces pratiques peuvent se montrer très efficaces lorsqu'elles sont réadaptées dans une autre réalité. C'est pourquoi, même si les RAP que j'ai expérimentées au Sénégal ne ressemblent que de loin à ce qui est prévu par le guide méthodologique, elles ont l'avantage de souder les jeunes, de leur apprendre de nouvelles techniques et de financer une réalisation pratique dans les villages.

Dans le cadre du développement mondial, je reste persuadé qu'on ne travaillera jamais suffisamment au renforcement de la connaissance mutuelle. En ce sens, je crois qu'il est toujours capital, dans le monde qui s'internationalise de s'ouvrir à l'autre et de partager les expériences de vie. Les avantages sont multiples, non seulement en termes de connaissances pratiques, mais surtout en matière de rapprochement des peuples et des manières de résoudre les problèmes qui nous séparent.

Peut-être les choses pourraient-elles être dites plus ouvertement pour faire preuve d'un peu plus d'écoute. Alors seulement les stratégies particulières pourraient éventuellement s'accorder de manière à entrer dans un système *win-win* et la vapeur pourrait s'inverser dans le tableau récapitulatif que j'ai présenté dans la dernière partie.

Au niveau de la RAP, des pistes se dégagent aussi : évaluer après l'action, amender la collecte de donnée et refaire une analyse des causes et des problèmes après cette évaluation, toutes des petites touches qui pourraient faire grandir la méthode dans l'écoute des besoins des gens.

L'idée générale n'est donc pas de dévaloriser la RAP et la participation qui donnent une place inédite aux populations locales. Une personne qui a une place dans un système apprend des compétences propres à cette nouvelle position et est investi dans le projet par le simple fait d'être reconnu. Il me semble malgré cela qu'il est toujours de notre ressort d'apprendre de ses erreurs et d'évoluer. Dans le monde du développement, je crois que nous devons continuellement nous remettre en question et grandir de nos apprentissages. C'est en ce sens que je voudrais pouvoir très modestement apporter ma faible contribution à cette large réflexion.

Je suis en outre convaincu à la suite de Walt Disney que c'est en visant haut qu'on peut atteindre un objectif réaliste : « Pour réaliser une chose vraiment extraordinaire, commencez par la rêver »⁷⁵. C'est ici que notre voyage arrive à son terme : dans l'ambivalence du rêve et de la réalité, entre ce qu'on voit et ce qu'on aimerait voir. Nous redescendons de notre sentier de haute montagne avec des idées plein la tête, et des images plein les yeux.

Merci à vous d'avoir pris le temps de lire ce mémoire.

⁷⁵ Citation de Monsieur Walt Disney

VII. Annexes

Vous trouverez dans ces annexes :

- Une compilation de questionnaires
- Quatre extraits d'entretiens
- Deux compte-rendus de RAP
- Des illustrations écrites et imagées de mon stage au Sénégal
- Une bibliographie exhaustive

En espérant que ces apports seront éclairants, je vous souhaite une bonne lecture.

VII.1.Compilation des 20 questionnaires

Le questionnaires comportait 18 questions à l'origine. Et les réponses ont été regroupées et labellisées par la suite en 17 points avec le nombre de réponses de la même libellé entre parenthèses.

16 mars 2012

LA PARTICIPATION

1. Qui t'as demandé de participer ?
 - Les parents ou la famille (9)
 - Le chef du village (4)
 - AJE (3)
 - Un ami (2)
 - Lui même (2)
2. Pourquoi t'a-t-on demandé de participer ? Pourquoi à toi ? Pourquoi as-tu accepté ?
 - Pour l'intérêt général, pour le village (20)
 - Pour la méthode, pour en apprendre plus (17)
 - Pour mes qualités personnelles (11)
 - Pour obéir (6)
 - SA (6)
3. Est-ce que tu pouvais refuser ?
 - Non (9)
 - Oui (9)
 - SA (2)
4. Qu'est-ce qu'il se serait passé si tu avais refusé ?
 - Il ne se passera rien (9)
 - C'est la honte sur moi, le déshonneur (6)
 - Le village y perd
 - SA (4)
5. Tu connais des personnes qui ne sont pas intéressées par ce projet ? Si oui, pourquoi ?
Sinon, tout le village est favorable ?
 - Oui (3)
 - i. Parce que ça ne les intéresse pas (2)
 - ii. Parce qu'ils ne connaissent pas le but de ce projet.
 - Non (17)
 - i. Tout le village est favorable (14)
 - ii. SA (3)

LA RECHERCHE

6. Quelle est ta place dans ce travail ?
 - Je fais et dis ce qu'on me demande (7)
 - i. Donner mes idées, mon point de vue (3)
 - ii. Etre toujours d'accord
 - iii. Faire ce qu'on me demande

- J'occupe une fonction (6)
 - i. Coordinateur
 - ii. Secrétaire (2)
 - iii. Animateur
 - iv. Simple participant
 - v. Facilitateur
- J'échange les idées (2)
- SA (5)

- 7. Le village en a-t-il vraiment besoin ?
 - Oui (19)
 - i. Pour boire une eau potable
 - ii. Parce que ça nous intéresse.
 - iii. Parce que les villageois sont contents
 - iv. Parce que le village veut l'aide
 - v. Parce qu'il y a des gens qui m'encouragent.
 - SA

- 8. Qu'est-ce que ça change ? Pourquoi ?
 - Ça change la qualité et l'usage de l'eau et sur la santé (10)
 - Ça change au niveau des connaissances (3)
 - Ça change dans le fait d'exprimer ses idées
 - SA (6)

- 9. Qu'est-ce que tu as retenu de la méthode ?
 - Les différentes étapes de la méthodologie. (9)
 - Les pratiques et les usages de l'eau (7)
 - La manière de poser et de répondre aux questions
 - SA (3)

- 10. La RAP est positive ? Pourquoi/pourquoi pas ?
 - Oui (13)
 - i. Parce qu'on a appris de nouvelles choses (5)
 - ii. Parce qu'il y aura le développement du village (2)
 - iii. Parce que tout le groupe a apprécié (2)
 - Non
 - SA (6)

- 11. La RAP est efficace ? Pourquoi/pourquoi pas ?
 - Oui (9)
 - i. parce qu'elle nous enseigne les bonnes pratiques (5)
 - ii. parce qu'elle demande la rencontre de la population.
 - SA(11)

- 12. Qu'est ce qu'il manque à la méthode pour qu'elle soit complète ?
 - Il ne manque rien (8)
 - Il manque la réalisation de l'action (3)
 - Il manque des explications à la méthode.
 - SA (8)

- 13. Cette méthode est participative ? Qu'est ce que ça veut dire ?
 - Oui (16)

- i. Le travail tourne autour de la population (3)
 - ii. Je suis reconnu dans le travail (2)
 - iii. Tout le monde y participe (3)
 - iv. Donner ses connaissances
 - v. Apprendre des pratiques
 - vi. Grâce aux animateurs
- SA (4)

ET APRES

- 14. Que va-t-il se passer au village après la réalisation de l'action ?
 - Le village sera satisfait (7)
 - L'eau sera propre (8)
 - SA (5)
- 15. Qui va dire que le travail réalisé est bien ou pas ?
 - C'est le village qui va dire que le travail réalisé est bien (14)
 - Il y a certains qui diront qu'il n'est pas bon (2)
 - SA (4)
- 16. Que va-t-on regarder pour le dire ?
 - On va regarder la construction (10)
 - On va regarder la santé pour le dire (2)
 - SA (8)
- 17. Commentaires ?
 - L'eau est très importante dans la vie. C'est pourquoi, le gouvernement un programme a mis sur place pour sauvegarder les ressources d'eau.
 - Nous sommes vraiment content de ce travail et nous vous remercions parce que nous avons beaucoup appris. (4)
 - J'ai apprécié le travail des animateurs
 - Je voudrais savoir carrément le but de cette recherche (où elle nous amènera, ce qu'on va obtenir, et ce qu'elle nous donnera).

VII.2. Extraits d'entretiens

VII.2.1. Julienne Kika, Responsable du COP de Toubacouta

2 mars 2012

AJE

- **Quelle est ta place dans cette organisation-là ?**

Moi je suis la responsable du centre opérationnel de Toubacouta. Et, avant tout, dans les centres opérationnels, tous ceux qui travaillent dans les centres opérationnels sont des conseillers et conseillères à l'insertion professionnelle. Maintenant, c'est dans l'organisation du centre, il y a le responsable et son adjoint. Il y a aussi celui qui se charge de la comptabilité aussi. Mais ici, comme on est que deux, c'est moi qui me charge de la comptabilité du centre.

- **Selon toi, l'organisation AJE est participative ?**

Qu'est ce que tu veux dire par participative ?

- **Vous participez à la réflexion dans l'organisation, sur l'avenir de l'organisation ou les choix ?**

Je ne comprends pas ce que tu veux dire par là.

- **Est-ce que vous faites des grandes réunions avec tous les employés et la coordination pour voir ce que vous voulez faire. Grandir ou pas grandir, ou vous organiser différemment ?**

Ça non, mais on fait souvent des réunions là où on rencontre les COP et la coordination, dans le cadre de capitaliser les activités des centres et voir ce qui a marché, ce qui n'a pas marché, qu'est-ce qu'il faut améliorer. Mais dans le cas de dire est-ce qu'on peut étendre l'ONG, ou comment l'ONG doit travailler, avec qui elle doit collaborer, non, ça ce n'est pas de notre niveau.

- **L'organisation te convient. Tu trouves que c'est bien organisé et que ça tourne bien ?**

Oui, ça va

- **Qu'est-ce que tu changerais pour que ce soit un modèle pour d'autres, si tu devais changer quelque chose ?**

Moi, je pense que ça peut déjà être un modèle.

- **Quels sont les liens entre AJE et la RAP ?**

La RAP c'est la méthodologie que AJE utilise dans toutes ses activités. La RAP, c'est la méthodologie d'AJE. Une méthodologie de travail au fait.

LA RAP

- **Les résultats sont positifs ? Si oui, pourquoi ? C'est une bonne méthodologie ?**

Oui, bon, la RAP, c'est une bonne méthodologie, mais, moi je trouve que la faiblesse de la RAP c'est que quand on fait une recherche, on fait avec des gens directement qui ne maîtrisent pas la méthodologie. C'est nous les facilitateurs qui maîtrisent la méthodologie. Ceux qui font la recherche, ne maîtrisent pas. Chaque fois, on leur explique, on leur explique. Mais, je trouve que, s'ils maîtrisaient en avance, ils pourraient bien faire la recherche que de leur expliquer à chaque fois qu'ils vont faire quelque chose. Par exemple tu envoies les jeunes pour faire la collecte de données, tu n'arrives pas poser vraiment des bonnes questions, à orienter des questions, à pouvoir avoir les réponses qui colle avec ce qu'ils cherchent à savoir. Dès fois, ils n'arrivent pas à poser des bonnes questions pour avoir des réponses qui collent avec ce qu'ils veulent.

- **La méthodologie, elle est participative pour toi ?**

Oui, elle est participative.

- **Ça veut dire quoi pour toi ?**

Ça veut dire que le groupe participe à trouver la solution, à d'abord identifier quel est le problème et à proposer des solutions.

- **Est-elle efficace ? Dans le sens où on arrive à améliorer la situation qu'on trouve avant la recherche ?**

Par rapport à l'action, moi je trouve que souvent, on fait la recherche, mais on est souvent bloqué au niveau des actions. Parce que vous arrivez à l'action, vous déterminez les actions, mais souvent le groupe n'est pas capable de l'exécuter, il faut se tourner encore vers l'aide extérieure.

- **Vos partenaires sur le terrain, ils sont content que vous travailliez avec une méthode particulière, cette méthode-là ?**

Oui, parce que c'est une méthode en fait, qui exprime les besoins réels de la population.

- **Tu voudrais y apporter quelque chose toi, ou bien pas plus que ce que tu as déjà dit ?**

Pas plus que ce que j'ai déjà dit. C'est la partie collecte que, moi, je trouve difficile.

LE PROJET « CIRCUIT DE L'EAU »

- **Que penses-tu du projet ?**

D'abord c'est un projet-pilote. Mais moi je trouve que c'est un projet qu'on peut élargir au niveau d'autres villages parce que l'eau c'est un problème d'abord au niveau de l'Afrique subsaharienne et surtout ici dans le milieu. Parce que si on peut faire quelque chose, ne fut-ce que pour contribuer à donner à la population de l'eau potable. AJE seule n'y peut rien, mais elle peut apporter sa contribution.

- **C'est « Terre Nouvelle » qui a décidé du projet ?**

Non, « Terre Nouvelle », il fait appel à projet, mais il ne décide pas du projet. Il fait appel à projet, les gens écrivent des projets, il présentent à « Terre Nouvelle » qui regarde les projets qu'il trouve raisonnable et il approuve.

- **Comment les villages sont-ils choisis ?**

On a choisi les villages par rapport aux villages d'abord là où il y a des puits d'eau. Parce qu'il y a les villages-là où tu ne peux pas trouver de l'eau douce. Il n'y a pas de puits. Donc on a choisi les villages-là où il y a d'abord les puits d'eau douce.

- **Est-ce que ce sont les jeunes qui choisissent de participer ?**

Non non non, même la méthodologie de la recherche même, ce n'est pas les jeunes qui choisissent. C'est nous qui identifions le groupe, après on négocie avec le groupe de jeunes. S'ils sont d'accord, ils participent, mais, nous on établi d'abord le groupe. On veut travailler avec quel groupe de jeunes : est-ce que ce sont des élèves, est-ce que ce sont des jeunes qui ont abandonné l'école, est-ce que se sont des jeunes qui ont fait l'immigration,... Mais nous on identifie d'abord le groupe. Maintenant, après les avoir identifier, on rencontre le groupe et on négocie avec le groupe pour qu'il donne leur accord.

- **Pourquoi tu crois que ces jeunes participent ?**

Ha, ça c'est une question à poser aux jeunes. Je ne peux pas savoir parce qu'on a pas posé la question de leur motivation. Je ne peux pas imaginer leur motivation. Si j'avais posé la question, oui, mais je ne peux pas croire.

- **Si tu devais changer quelque chose au projet, tu voudrais l'élargir à d'autres villages parce que c'est un problème dans la région ?**

Oui

VII.2.2. Ibrahima Ndiaye, Assistant du COP de Toubacouta

21 février 2012

LA RAP

Pourquoi la RAP est positive ?

Parce que la méthode, ça te permet vraiment d'élaborer un projet, de mener une action.

Elle est participative ?

Oui, parce que tu aboutis à un résultat concret. C'est ça qui est participatif pour moi.

Est-elle efficace ? Comment en être sûr ?

Très efficace même. Parce que avec tous les partenaires que j'ai échangé, vraiment, quand je participe à la réunion, vraiment ils ont vu que AJE a une bonne méthodologie.

Les partenaires sont contents ?

Les partenaires sont vraiment contents. On m'avait proposé d'être animateur local pour le projet ONUDU (organe des Organisation des Nations Unies pour le développement) mais je ne pouvais cumuler les mandats. Parce que j'ai participé à la formation des animateurs locaux qui a été organisée par ONUDU.

AJE

Comment l'organisation d'AJE est organisée ?

C'est bien organisé, AJE vraiment, c'est bien organisé.

Quelle est ton rôle/ ta place dans l'organisation ?

Moi je suis animateur, assistant.

Et dans l'organisation en général ?

Dans toute l'organisation AJE, nous sommes les animateurs.

Vous participez à la réflexion de l'organisation ?

On participa à la réflexion. Mais nous aussi, on peut proposer quelque chose aussi.

Est-elle participative ? Tu es bien dans cette organisation ?

Oui. Oui, j'ai bien ma place dans l'organisation.

Qu'est-ce que tu changerais pour que l'ONG soit un modèle pour d'autres ?

Dans l'organisation ? En tous cas moi, pour l'instant, je n'ai pas vu quelque chose à changer. Pour moi, AJE, tout va bien.

Quels sont les intérêts d'AJE à mener des RAP ?

Parce que c'est une méthodologie pour AJE qui permet vraiment d'élaborer un projet. Parce qu'à la fin de la recherche, tu aboutis à une action qui permet l'élaboration d'un projet. Comme on a fait à Néma Bah, on a abouti à une action pour le chantier de juillet. Nous tous, on ne pouvait pas venir là bas et dire on va faire ça (sans leur demander leur avis).

LE PROJET « CIRCUIT DE L'EAU »

Que penses-tu du projet ?

C'est un projet très important. Parce que j'ai vu que c'est un moyen qui va nous permettre d'avoir une eau de qualité parce que comme on a vu dans la recherche (de Néma Bah), à l'époque on buvait l'eau sans se rendre compte si cette eau est potable ou pas. C'est un moyen pour changer le comportement des populations. Pour la bonne gestion de l'eau.

C'est « Terre Nouvelle » (un partenaire belge) qui a décidé du projet ?

Oui, c'est Terre Nouvelle qui a décidé du projet.

Comment les villages sont-ils choisis ?

Le choix des villages, ça demande un critère, parce que ce sont les villages qui n'ont pas un robinet.

C'est « Terre Nouvelles » qui demande ça ?

Ça c'est la coordination qui m'a donné cette information.

Et donc, tu vas voir dans les villages qui n'ont pas l'eau courante, et leur demandes si ça les intéresse ?

Si ça les intéresse, oui.

Est-ce que ce sont les jeunes qui choisissent de participer ?

Parce qu'on les a proposé, après ils ont donné leur accord de principe.

Qui choisi à qui on propose?

C'est le village même.

Et qui dans le village ?

Ils ont fait une assemblée pour faire le choix.

Pourquoi est-ce qu'ils participent ?

Ha parce que bon, AJE a fait beaucoup de réalisation dans la Communauté rurale de Toubacouta. Tout le monde voit que les réalisations de AJE c'est concret. C'est pour ça aussi.

Comme ça ils font quelque chose de concret pour leur village ?

oui

VII.2.3. Géry de Broqueville, fondateur et coordinateur de l'asbl Asmae, dynamisateur du réseau RAP international

7 décembre 2009

Les OMD transforme le terme coopération en partenariat et ouvre grand la porte à la société civile, l'idée de partenariat change-t-elle vraiment la conception de l'aide au développement ?

Ça peut changer quelque chose parce que ce sont deux termes différents. Seulement il faut faire attention à ce qui est mis derrière ces termes.

Coopération : les idées du Nord sont imposées au Sud (aux associations locales). C'est une vision très verticale et peut être vue comme la transmission de la bonne nouvelle. Après 30-40 ans on se rend compte que ce n'est pas ça le développement.

Exemple sénégalais : plan d'irrigation de la vallée du Sénégal, épuise le sol, baisse du rendement et donc de l'exportation du riz, hausse de l'importation des déchets de riz ; perte totale. Or c'était une politique imposée par des pays du Nord dont la Belgique.

Partenariat : Une association qui travaille en partenariat est une association qui se situe sur un même pied d'égalité avec le bailleur de fond (BF). Ce qui est très utilisé par l'UE est le cadre logique (sorte de cahier des charges remplis par l'association locale afin de relayer les informations à l'UE). Mais sur le terrain il est très difficile à appliquer puisque les acteurs de terrain ne réfléchissent pas forcément de la même manière, ils le remplissent pour faire plaisir et du coup, le cadre logique se trouve vide de sens ou complètement faux. En effet, les acteurs de terrains sont tenus de faire correspondre le projet au cadre même lorsque celui-ci n'est pas adaptable.

Il n'y a donc presque pas de partenariat à égalité parce que le BF a quand même le droit de vie ou de mort sur le projet vu qu'il s'agit souvent d'une grosse somme d'argent.

Pour obtenir des financements, il faut parfois caresser les politiques dans le sens du poil. Comment fait-on pour ajuster le discours à la pratique ou inversement, la pratique au discours ?

Le rêve c'est que le BF s'adapte complètement aux projets locaux mais aucun n'a de ligne de financement suffisamment souple pour pouvoir accepter automatiquement un projet. Ce sont donc les projets qui s'adaptent aux critères de financement du BF. Ce processus peut paraître logique mais il amène un dysfonctionnement dans le projet. Soit l'association suit scrupuleusement le projet distordu mais ce cas est très rare, soit le projet est distordu pour répondre au mieux aux demandes de la population locale. C'est en fait un jeu de dupe ; les deux parties savent a priori qu'il va y avoir de la distorsion ce qui fait que le partenariat est basé sur un mensonge latent.

Exemple d'AJE : BF du Nord ajoute d'autorité un poste dans un dossier : l'achat d'un véhicule (au prix d'achat d'un 4X4 aux Pays-Bas alors qu'il n'a pas été demandé). AJE n'en a pas besoin mais le BF se pose stratégiquement face à son gouvernement. AJE reçoit donc l'argent et fait à cette époque face à un problème de locaux donc investit dans un ensemble de bureaux. Plus tard, AJE fait face à un manque de véhicule et en demande un au BF qui refuse parce que le véhicule ne rentre plus dans ses priorités à lui. Asmae a dès lors financé l'achat du véhicule.

Les principes d'efficacité, d'harmonisation et d'alignement sont-ils aussi d'application pour l'aide informelle ?

Les grands principes ne sont valables que pour les grands BF (UE, ONU,...). En effet, alignement signifie l'alignement aux politiques gouvernementales alors que les ONG sont par définition non-gouvernementales. Il n'y a donc pas spécialement d'accords entre les différentes associations d'aide au développement.

Exemple égyptien : le gouvernement peut donner un subside annuel de 200 livres (plus ou moins 25€) pour chaque association. Or, pour recevoir ces subsides, les associations doivent remplir de lourdes démarches administratives. Donc officiellement il y a de l'alignement mais dans la réalité très peu. Il n'y a pas d'harmonisation non plus parce qu'il n'y a pas d'information de ce que le gouvernement et BF font. Officiellement (même si l'ONU veut libéraliser le marché), les associations égyptiennes ne peuvent pas recevoir d'argent de l'étranger. Le gouvernement veut en fait garder une mainmise et contrôler le développement de son pays.

Sur le terrain, est ce qu'on remarque vraiment l'influence des principes d'harmonisation et d'alignement ?

Pas au niveau des ONG sauf peut être pour les très grosses agences de l'ONU mais par la nature même des associations, ces principes ne valent que pour les grandes et pour les gouvernements.

Quels sont les défis auxquels Asmae fait face pour exister et comment fait-elle pour les relever ?

Le plus grand défis que rencontre Asmae est de faire comprendre qu'une autre entrée en matière de développement est possible, pour cela il faudrait que les associations du Nord changent leur méthode de travail (si elles en ont une). Ce qui prévaut de nos jours pour les BF du Nord est de trouver un projet à financer (quitte à l'inventer au Nord et à l'implanter dans un pays du Sud). C'est en fait leur raison d'être sans laquelle ils disparaissent. En fait, s'il n'y avait pas de pauvreté, il y aurait beaucoup moins d'ONG qui doivent d'une manière ou d'une autre justifier leur existence quitte à ne pas se préoccuper d'améliorer le développement dans le Sud. On assiste donc à beaucoup de créativité et d'invention de projets par des associations.

Exemple d'une association d'adduction d'eau : elle va chercher partout dans le monde où il faudrait amener l'eau mais ne se préoccupe pas de savoir si c'est le premier problème de la population locale parce qu'elle apporte le seul regard de leur expertise. Ce qui est bien différent des méthodes qui suivent le cadre logique de l'UE, la MARP⁷⁶ du PNUD ou la PIPO⁷⁷ de la DGCD. En plus, ils disent aux ONG qu'ils proposent des méthodes « participatives » parce qu'ils font travailler les populations locales à la meilleure solution qu'ils ont trouvée. En fait, aucune de ces méthodes n'est parfaitement participative. La récolte de donnée du milieu est participative mais l'analyse du problème et l'établissement du projet est fait par l'association du Nord. Ce qui revient à une dictature du Nord.

Le grand enjeu d'Asmae est de faire comprendre aux autres qu'il y a une autre méthode (trouvée par des africains) qui n'est autre que la Recherche Action Participative (RAP) (participative de A à Z). Le but de cette méthode est que le groupe local (du Nord, du Sud ou d'ailleurs), trouve ses propres solutions à sa hauteur et totalement applicable par lui. La grande mission d'Asmae est de faire comprendre que la participation est la première clé du développement. Si la participation ne se fait pas de A à Z, on ne peut pas parler d'un projet de

⁷⁶ MARP : Méthode Accélérée de Recherche et de Planification (ndlr)

⁷⁷ Planification des Interventions Par Objectifs (ndlr)

développement (plutôt masturbation intellectuelle qui consiste à faire remplir des dossiers par les populations locales pour faire plaisir aux BF du Nord).

La mise en œuvre de cette mission passe par le réseau Toubacouta, réseau de la participation qui veut faire connaître la RAP dans d'autres pays et faire du lobbying sur les institutions nationales et internationales afin de valider cette méthode partout. En Belgique, la mise en œuvre de la mission passe par l'engagement d'une personne qui serait chargé de l'implémentation de la méthode en Belgique pour faire comprendre qu'elle est utile partout et pourquoi ne pas viser un prix international reconnu pour prouver l'utilité de cette méthode qui est utile pour tout groupe en difficulté de toute culture et de toute classe.

Le concept de « participation » : moyen pour obtenir un appui local et moyen pour asseoir la légitimité d'Asmae ? Les actions sur le terrain s'inspirent-elles vraiment des modèles de vie autochtones ?

Oui, Asmae fait clairement participer les gens. L'association locale rentre en contact avec un groupe et négocie. Cela veut dire que l'association propose de suivre une méthode et d'analyser leur problème afin d'y trouver des solutions pour arriver à déterminer une action. Dans ce cadre, l'association est seulement facilitatrice et n'intervient qu'en dernier recours si et seulement si l'action demande un financement trop important pour que le groupe le mobilise seul. Dans ce cas, l'association (partenaire) peut chercher des BF pour trouver des fonds. Il faudrait alors que les BF y répondent sans condition si l'action est réponse à une RAP (mais peut poser des questions pour bien comprendre l'action et ce qu'il s'y joue).

Ailleurs, oui, le concept de « participation » est très souvent fort mal utilisé.

Exemple français : le CCFD⁷⁸ parle en termes de « partenariat » à égalité avec ses partenaires sur le papier mais demande une expertise pour vérifier les comptes d'un partenaire rwandais.

Aujourd'hui on peut entendre que la participation est un leurre ou qu'elle est vue comme un échec mais en réalité, même si l'on dit avoir utilisé la participation depuis 20 ou 30 ans, personne ou presque n'a vraiment de méthode vraiment participative, pas même la MARP ou la PIPO.

Comment Asmae gère-t-elle la question de la durabilité de ses projets face aux investissements qui interviennent souvent que pour des projets ponctuels ?

Asmae fonctionne sur deux niveaux de projets. D'abord les projets les plus connus et les plus répandus que sont les projets ponctuels et concrets. Ensuite, et ceci fait aussi une particularité de l'association, c'est ce qui est appelé l'appui structurel ou le financement durable. Et ceci consiste en un soutien des associations partenaires dans des domaines que les BF ordinaires nomment non finançables (mais indispensable à la bonne marche d'une association comme les salaires ou les outils logistiques).

(...)

La durabilité est donc garantie à Asmae par l'appui structurel puisqu'il garantit la durabilité des associations locales. Et ceci se base sur une confiance totale qui se traduit en étant vraiment Asmae dans ces autres pays et donc en se renforçant mutuellement.

⁷⁸ CCFD : Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (ndlr)

VII.2.4. René Sibomana, secrétaire exécutif de AJE

14 avril 2010

Comment est-ce que, en trois mots, tu définirais AJE et si c'est une association du Sud ?

AJE est une association qui tire ses aspirations dans le Sud. Le pourquoi de son existence n'est pas tiré du nom, mais de la vie de chaque jour des jeunes. AJE est née d'une préoccupation des responsables de mouvements de jeunesse, notamment les mouvements scouts, où l'on avait senti les limites dans le mode d'intervention avec les jeunes. D'abord le scoutisme, c'était beaucoup plus limité dans le temps, et puis il y avait très peu d'ouverture par rapport à l'autre et d'autres genre de jeunes. Il fallait que cette organisation s'ouvre un peu à tous les jeunes et cherche une méthodologie qui s'adapte dans les situations différentes que les jeunes vivent dans leur milieu. Donc le scoutisme avait déjà des règles bien précises, déjà codifiées à l'avance. Donc il fallait quelque chose d'autre quoi.

Et par rapport à Asmae ?

Il y aussi la situation de pauvreté dans le milieu des jeunes, dans les milieux déscolarisés, qui sont dans des milieux dits « informels », des jeunes dont les parents décédés ou sont orphelins, ou sont dans la rue, dans des situations comme ça, un peu compliquées. Et puis on a mis aussi l'accent sur les enfants et les jeunes parce que c'est une des catégories les plus défavorisées dans la société. Et je pense que c'était ça qui avait été à l'origine de la motivation de créer Action Jeunesse Environnement.

Pour qu'eux deviennent acteurs en fait ?

Parce que eux-mêmes entretenaient leurs propres activités ; ils avaient des choses qu'ils faisaient même sans, même avant qu'on intègre dans leur milieu, ils avaient des choses qu'ils entreprenaient. Il fallait donc créer une organisation qui vient appuyer les actions définies par les jeunes. Donc c'était ça : les enfants et les jeunes. Et Asmae, pourquoi Asmae dedans ? Asmae, c'était un hasard, la rencontre avec Asmae. On l'a rencontré comme une organisation qui appuyait les chantiers à l'époque de jeunes au Rwanda. Et puis on a vu que dans sa méthodologie était beaucoup plus écoutante que les autres organisations qui étaient là à l'époque. Asmae, vraiment, ils avaient la capacité d'écouter, de vouloir qu'on pense ce que nous faisons et même de pouvoir même se compromettre avec nous dans notre engagement social et économique. C'est cet aspect qui nous avait beaucoup attiré. Avec le temps, j'ai essayé de comprendre peut être que c'était une expérience qu'Asmae avait déjà avec l'Egypte et le Mocatam, dans des cités-dortoir comme ça.

C'est cela qui avait poussé à être si sensibles. Et puis Asmae aussi ont une particularité c'est que Asmae se reconnaissait aussi comme une organisation dont la plupart des jeunes qui la fréquentent venaient de milieux de Bruxelles de milieux privilégiés. Et c'était une bonne chose que ces milieux-là aussi apprennent à vivre avec les autres, des milieux beaucoup plus défavorisés et puis aussi essayer de pousser les jeunes les plus favorisés à soutenir les moins favorisés. Donc c'est une bonne dynamique. Donc c'était ça aussi le moteur, la raison de nous rapprocher beaucoup d'Asmae. Et puis il y avait aussi la personnalité de Géry lui-même qui avait une personnalité très forte d'engagement et très proche des enfants et des jeunes avec un langage très très très souple quoi.

Et d'un point de vue très général, les objectifs du millénaire pour le développement, ça a eu un impact, ça s'est ressenti dans le Sud et si oui, ils apporte quoi, qu'est-ce que ça a changé et sinon, est-ce qu'il y a d'autres accords internationaux de l'ONU ou des cadres

internationaux officiels qui ont apporté quelque chose, il y a eu des grands changements ?

Donc avant les OMD, ils existaient déjà avant des Conventions, toutes les conventions qui ont été élaborées après la guerre et qui ont été faites avant les OMD. Et il y a eu aussi des Conventions sur les droits de l'enfant, sur les femmes, les droits de l'homme en 48. Toutes les conventions qui ont été faites là, c'était souvent avant les OMD. Les OMD ont voulu devenir une synthèse de différentes conventions et des différentes attentes des gens dans les années à venir et dans ces objectifs principaux, chacun pouvait se retrouver dedans; il y avait la pauvreté, il y avait l'éducation, il y avait le sida. Il y avait tous les différents secteurs de la vie de l'homme vraiment concentrés dans les OMD.

Les OMD sont avant tout, d'abord une culture qu'on a voulu créer. Une culture d'être un peu plus intégratif dans tout ce qu'on veut réaliser comme activité. Par exemple si on veut faire un chantier avec les jeunes d'Asmae la logique de considérer un chantier comme une opération où l'on va construire une maison ou un dispensaire, et puis on rentre. C'était que nous avions comme objectif au départ. Maintenant, en intégrant maintenant les OMD on se rend compte que, quand on va là-bas, on veut s'occuper, tout le monde était sensible à la situation des enfants, la santé, l'hygiène, comment vivent-ils, ces gens ? Des éléments de la pauvreté venaient même dans les débats qu'on faisait.

Maintenant aujourd'hui on va aller dans les chantiers avec une vue beaucoup plus globale de la personne qu'on va voir, de l'espace que l'on va rencontrer, et je pense que c'est cela le but des législateurs qui ont travaillé sur les OMD. Et l'ensemble de la société civile et des gouvernements, tout ça. C'était vraiment de rapprocher toutes ces grandes préoccupations de l'homme sur un objectif commun.

(...)

A partir des OMD, on ne parle plus de coopération mais de partenariat, est-ce que cela a changé la conception de l'aide au développement ?

On se cherche toujours. On s'en rapproche pour toujours humaniser les rapports entre les hommes. Je crois que c'est ce souci-là qui est à la base. De dire que, la coopération au sens de l'époque où l'aide du Nord allait vers le Sud, pour les développer, pour les rendre un peu plus semblables à lui, pour essayer de mettre des modes, des règles de vie qui sont proches de celui qui apporte la coopération. Cette notion-là, on essaie de l'éviter et de favoriser beaucoup plus une interpénétration entre les cultures, entre les gens. Celui qui vient, il vient avec quelque chose, et en retour, il rentre avec quelque chose d'autre. C'est comme les chantiers. Quand on fait les chantiers entre les jeunes, quelle que soit l'opinion des jeunes qui va là-bas, qu'ils soient bloqués ou pas, au retour, il ne rentre plus la même chose ; il est révolté, ou bien il se renforce dans sa position, ou bien il s'interroge. Et cela, dans le partenariat, c'est de connaître l'autre, dans ses valeurs, dans son engagement, dans ses choix, et c'est de respecter et partager avec lui ce que l'autre a comme convictions. Je crois que le terme "partenariat" est beaucoup plus approprié, mais il peut devenir comme un mot vide à la longue, parce que les gens disent « partenariat » alors que leur comportement reste toujours le même comportement que la coopération.

Cette interpénétration des cultures se vit aussi dans les projets, l'aide officielle, dans les grands projets, des grands bailleurs de fond, de l'Europe ?

De plus en plus. Par exemple, avant de venir ici, j'ai assisté par hasard à une rencontre avec l'ambassadeur de Belgique et les services de coopération, il y avait aussi des Sénégalais,

on était tous ensemble là-bas et différents services décentralisés, et tout le monde était conscient que dans la manière de concevoir les projets, on sent qu'on tient compte maintenant aujourd'hui, de ces OMD. On tient compte des spécificités des régions, on tient compte du désir des gens eux-mêmes ; des acteurs. Parce que, entre acteurs et ceux qui financent, il y a aussi des intermédiaires. Souvent on a toujours travaillé avec les intermédiaires pour (tirer ?) sur les partenaires, en oubliant ceux qui étaient réellement les acteurs de cette action. On voit maintenant un souci d'harmoniser les rapports entre les acteurs qui sont sur le terrain (acteurs, bénéficiaires et tout ça) et l'ensemble des structures qui viennent en appui.

On fonctionne plus en réseau qu'en pyramide qu'avant ?

Oui, de plus en plus. Par exemple un pays comme la France qui est très fort pour le système pyramide. Tout ce qui passe par des collectivités n'existe pas en France par exemple. Mais de plus en plus on voit que... Mais ici, en Belgique, par contre, on voit que les communes sont déjà décentralisées depuis très longtemps, on lègue politique extérieure, on lègue coopération, on laisse cela, ça a été développé beaucoup plus avec les jumelages, des rencontres avec les gens. Ce sont des débuts d'exécution de cette manière de voir les choses, des voies de partenariat.

Un jumelage bien vécu, c'est vraiment une forme de partenariat convenable, mais rien n'empêche qu'au Nord, que les gens éduqués dans une culture passée ont toujours tendance à tout planifier au nom de la logique qu'on a ici en Europe, au nom des outils faciles à obtenir (l'ordinateur, on a des gens qui conçoivent) on a toujours tendance à concevoir et à penser pour les autres parce qu'on pense qu'on est mieux outillé que l'autre.

Ça on le sent très bien quand vous donnez un bon plan ; on dit voilà, nous viendrons au Sénégal, on va travailler avec tel groupe de jeunes là-bas, nous avons pensé à travailler sur les fermes parce que c'est intéressant et puis les jeunes d'ici, s'ils voient les fermes, ça va être une découverte pour eux. Mais ça, c'est eux qui pensent ! Et l'on se soucie très peu de ce que les gens pensent. C'est ça le danger de cette forme de partenariat. C'est comment éduquer les gens à intégrer le partenariat dans leur mode de vie, dans leur mode de concevoir. Ça se décrète par le partenariat, ce n'est pas comme un décret royal ou bien un décret présidentiel. Mais c'est un processus, une culture qu'on doit entretenir pour pouvoir arriver à la coopération de certains.

Du point de vue des financements des bailleurs de fonds, on sait que parfois il faut caresser le bailleur de fonds dans le sens du poil aller dans son sens. Comment est-ce que AJE ajuste le discours à la pratique ou la pratique au discours ?

Ça dépend. Une organisation comme AJE peut de temps en temps agir par opportunisme. Opportunisme pour sa survie. On dit : voilà, il y a un grand programme qui va venir dans telle région qui est un programme qui concerne la pêche, si vous entrez dedans, vous aurez telles facilités au point de vue budget. Avec ce budget, vous pourrez peut-être maintenir votre personnel en place. Ça, c'est possible. Cette possibilité existe. Et c'est une tentation pour tout le monde d'agir par opportunité. Mais avec la nouvelle approche des OMD, ou même l'approche de la déclaration de Paris de 2005 qui exigent maintenant une très large concertation avec la base, qui exigent maintenant une présence de l'Etat surtout de l'Etat qui exige la participation de tout ce qui existe comme structure, structure publique ou privée, aujourd'hui n'autorise plus que, tout d'un coup, AJE s'improvise comme spécialiste de la pêche. AJE n'a jamais travaillé sur la pêche. Elle travaille à l'aide publique qui est là : enfants, jeunes. Elle a travaillé avec les jeunes dans l'apprentissage d'un métier. Si ça concerne l'apprentissage de la pêche, ça, c'est un domaine dans lequel nous pouvons travailler. Mais nous ne pouvons pas par exemple nous improviser pour faire des pirogues, aller pêcher dans la mer, vendre le poisson, ... Ça, ce n'est pas de notre domaine.

Mais par opportunité, parfois on agit comme ça pour survivre. Parce que, quand on a monté une structure là-bas sur place, avec autant de personnes qui sont là ; à payer, et tu n'as pas d'argent, tu n'es pas maître pour faire un choix. Quand tu dépends des opportunités qu'il y a. Mais, aujourd'hui, il y a beaucoup de pièges. Parce que, si vous allez vers un financeur, qui amène de l'argent, il va vous renvoyer toujours aux OMD, il va avoir tendance à renvoyer à la déclaration de Paris (...).

(...)

Les projets que vous avez, vous devez quand même les calquer sur les OMD ou sur la déclaration de Paris pour avoir les financements ou bien on accepte vos projets ?

À l'intérieur des OMD, il y a les plans stratégiques par exemple contre la pauvreté. Qui sont les plans-cadres au niveau mondial, cadre au niveau de l'Afrique. Au niveau du pays, il y a un plan-cadre de lutte contre la pauvreté. Et ce plan-cadre s'inspire aussi déjà des OMD. Et dans les priorités d'une organisation, ils vont en dessous de ça, parce qu'ils s'ouvrent à la décentralisation. Chaque commune, chaque région, a son plan de développement local. Et si tu es dans une région déterminée, tu dois connaître bien le plan de développement de cette région. Et connaître aussi très bien le plan de développement de la localité dans laquelle tu te trouves.

(...)

Il est parfois mal utilisé le mot « participation » ?

Il est mal utilisé parce qu'il y a des abus. Parce qu'il débarque par exemple au Sénégal, il dit qu'il va faire une étude sur quelque chose, il réunit les gens rapidement, il dit : « voilà, allez, cherchez-moi des informations aujourd'hui ». Ils apportent des informations, on collecte tout, il met ça dans son sac. Il revient et dit : « j'ai fait un travail participatif parce que les gens ont amené des informations ». Mais ils oublient qu'ils ont donné des informations à une personne qui a accaparé le pouvoir de la base. Il a pris ça lui-même, il ramène ça ici, au laboratoire, il analyse lui-même. Il va renvoyer une note pour l'application, mais c'est lui qui est maître ; c'est lui qui a le pouvoir.

Alors la participation, si elle n'est pas suivie de pouvoirs aussi de ceux qui participent à dire quelque chose, il n'est pas là seulement pour être au service de quelqu'un mais il est là pour participer, pour trouver une solution à ses problèmes. C'est là où il y a une divergence beaucoup à propos de méthodologie pour des méthodologies comme MARP, qui quand même, quoi qu'on dise, la participation y est parce que les gens vont chercher les informations. Ça c'est clair. On collecte les informations. Mais la capacité d'analyse revient à celui qui a organisé la recherche.

Alors moi je vous dis : si nous nous battons aujourd'hui pour AJE avec la RAP, c'est parce que derrière la RAP, il y a le pouvoir de celui qui collecte les informations parce qu'il peut lui-même aussi analyser. Il peut analyser et définir des actions à faire. Bien sûr qu'il aura l'appui des experts pour l'aider à bien formuler ce qu'il veut faire mais c'est la personne ou le groupe qui s'approprie le pouvoir de chercher des informations avec ses propres lunettes.

Cette démarche-là, elle est lente pour certains parce que ce n'est pas très rapide ou bien c'est pas très méthodique ou c'est pas très articulé, ce n'est pas bien organisé. Ça dépend de quel public on a. alors si on travaille avec des paysans, on va aller au rythme des paysans. Si on veut travailler avec des étudiants dans un laboratoire, on va aller au rythme des étudiants. Donc on ne peut pas dire que les gens ne participent pas parce qu'ils sont trop lents et puis ils demandent beaucoup d'argent pour le faire alors que toute recherche exige un minimum de moyens.

(...)

Qu'est-ce qu'elle a de particulier, de spécifique par rapport à celles qui existaient déjà avant ?

La particularité de la RAP c'est d'abord la valorisation de l'acteur. L'acteur, comment il est valorisé. Valorisé dans le sens qu'on lui donne même l'occasion de s'exprimer lui-même. De voir les choses avec ses propres lunettes, de les exprimer et de récolter des informations selon ses intérêts. Si nous sortons ici ensemble pour faire une observation sur la situation par exemple de la pauvreté ici, on n'a pas les mêmes lunettes. (... ?) Moi je vais te dire la pauvreté c'est peut-être une vieille mama qui est seule parce qu'elle n'a pas d'enfants à côté. Tu vois, je vais dire qu'elle est pauvre pour moi par exemple. C'est peut-être mes lunettes et à travers mes lunettes, tu peux voir ça. Et toi tu vas dire : non, c'est peut-être comme ça mais elle peut avoir son argent en banque, elle a sa sécurité sociale qui est assurée, elle a sa maison et ainsi de suite.

Et ici, vraiment on valorise l'acteur. Ça c'est un premier élément. Et un deuxième élément qui est extrêmement important par rapport à ça, c'est la capacité de lire son propre espace, son propre milieu, la personne fait une lecture son milieu ; ce que nous appelons la cartographie. Il fait la cartographie de son milieu et à partir de sa cartographie, il peut voir toutes ses potentialités, toutes les faiblesses, toutes les richesses que son milieu couvre. Et à partir de ça, si toi tu te décides d'analyser, tu analyses en fonction de ce qu'il y a comme possibilités. Et ça, ça se fait entre eux. Entre l'accompagnateur de la recherche et les gens eux-mêmes, chez eux.

Tu sors de là avec une proposition d'action. Alors que dans d'autres démarches, que ce soit dans le cadre du système de cadre logique ou du système américain ou bien du système PIPO ou autre, c'est un laboratoire qui est vraiment animé et presque encadré, même le PIPO qui est plus ou moins participatif, mais ce sont les experts qui déterminent l'orientation de l'action.

C'est un peu la différence entre les méthodes. C'est au niveau des pouvoirs. Quelle est la méthodologie qui transfère le plus de pouvoir aux acteurs ou aux gens du Sud ? Alors si maintenant, je propose un programme qui vient du Nord, je dis, je voudrais un financement. Moi j'applique la méthodologie RAP. Soit il accepte la méthode parce qu'il voit que ça peut donner beaucoup d'éléments de base, il ne se prononce pas ou carrément il dit non, cette méthode-là ça demande beaucoup de temps, les méthodes que nous connaissons ce sont celles-là. Il va vous l'imposer, il va vous former, il va vous appeler à des séances de formations pour que vous sortiez de votre logique et entriez dans sa logique. Sinon il est perdu ! Mais ce n'est pas sûr.

(...)

